

SEANCES DU JEUDI 16 JUIN 1988
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 16 JUNI 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

MESSAGE:

Page 636.

Chambre des représentants.

REVISION DE LA CONSTITUTION:

Révision de l'article 107^{ter} de la Constitution.Discussion (Reprise). — *Orateurs*: MM. Cerexhe, Erdman, Baert, Henrion, De Bondt, Dierickx, Boël, M. Dehaene, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, p. 636.Examen des amendements. — *Orateurs*: Mme Herman-Michielsens, M. Dehaene, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, Mme Delruelle-Ghobert, MM. De Bondt, Desmedt, p. 644.

Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite ».

Votes réservés, p. 647.

Vote, p. 651.

Explications de votes: *Orateurs*: MM. Dierickx, Desmedt, Dehousse, p. 652.Révision de l'article 59^{bis} de la Constitution.

Votes réservés, p. 653.

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1988
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1988

INHOUDSOPGAVE:

BOODSCHAP:

Bladzijde 636.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

HERZIENING VAN DE GRONDWET:

Herziening van artikel 107^{ter} van de Grondwet.Beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Cerexhe, Erdman, Baert, Henrion, De Bondt, Dierickx, Boël, de heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen, blz. 636.Bespreking van de amendementen. — *Sprekers*: mevrouw Herman-Michielsens, de heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen, mevrouw Delruelle-Ghobert, de heren De Bondt, Desmedt, blz. 644.

Herziening van artikel 17 van de Grondwet met uitzondering van de woorden « Het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden ».

Aangehouden stemmingen, blz. 647.

Stemming, blz. 651.

Stemverklaringen: *Sprekers*: de heren Dierickx, Desmedt, Dehousse, blz. 652.Herziening van artikel 59^{bis} van de Grondwet.

Aangehouden stemmingen, blz. 653.

Vote par division, p. 654.

Explication de vote: *Orateur*: Mme Staels-Dompas, p. 656.

Vote, p. 658.

Explication de vote: *Orateur*: M. De Bondt, p. 658.

Révision de l'article 107^{ter} de la Constitution.

Votes réservés, p. 659.

Vote, p. 660.

Explication de vote: *Orateur*: M. Dierickx, p. 660.

PROJETS DE LOI (Vote):

Projet de loi portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés, p. 661.

Projet de loi portant dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés, et relatif à divers budgets, p. 661.

Gesplitste stemming, blz. 654.

Stemverklaring: *Spreker*: mevrouw Staels-Dompas, blz. 656.

Stemming, blz. 658.

Stemverklaring: *Spreker*: de heer De Bondt, blz. 658.

Herziening van artikel 107^{ter} van de Grondwet.

Aangehouden stemmingen, blz. 659.

Stemming, blz. 660.

Stemverklaring: *Spreker*: de heer Dierickx, blz. 660.

ONTWERPEN VAN WET (Stemming):

Ontwerp van wet houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet, blz. 661.

Ontwerp van wet houdende afwijking van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet, en betreffende diverse begrotingen, blz. 661.

PRESIDENCE DE M. KELCHTERMANS, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER KELCHTERMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 35 m.

MESSAGE — BOODSCHAP

M. le Président. — Par message du 16 juin 1988, la Chambre des représentants transmet au Sénat, tel qu'il a été adopté en sa séance de ce jour, le projet relatif à la révision de l'article 108^{ter}, paragraphes 2 à 6, de la Constitution.

Bij boodschap van 16 juni 1988 zendt de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat, zoals het ter vergadering van die dag werd aangenomen, het ontwerp tot herziening van artikel 108^{ter}, paragrafen 2 tot 6, van de Grondwet.

— Renvoi à la commission de la Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions.

Verwezen naar de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen.

REVISION DE LA CONSTITUTION HERZIENING VAN DE GRONDWET

REVISION DE L'ARTICLE 107^{ter} DE LA CONSTITUTION

Reprise de la discussion
Examen des amendements

HERZIENING VAN ARTIKEL 107^{ter} VAN DE GRONDWET

Hervatting van de beraadslaging
Bespreking van de amendementen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion de la révision de l'article 107^{ter} de la Constitution.
Wij hervatten de beraadslaging over de herziening van artikel 107^{ter} van de Grondwet.

La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, la proposition de modification de l'article 107ter, qui étend les compétences de la Cour d'arbitrage, marque un pas important dans la voie de la création d'une cour constitutionnelle chargée d'apprécier la conformité des lois à la Constitution.

Nous assistons sur ce point — il faut en être conscient — à un bouleversement profond de nos structures juridictionnelles. Jusqu'en 1970, le principe était indiscutable. Il n'existait pas, en Belgique, de contrôle de constitutionnalité des lois. La Cour de Cassation avait, à plusieurs reprises, affirmé en termes lapidaires: «Il n'appartient pas au pouvoir judiciaire de rechercher si telle disposition légale est, ou non, en harmonie avec la Constitution.»

Les raisons invoquées à cette époque étaient multiples. Certaines étaient tirées de la tradition, d'autres, au contraire, résultaient du principe de la séparation des pouvoirs. Une autre encore, plus textuelle, résultait d'une argumentation *a contrario* tirée de l'article 107 de la Constitution. Puisque, disait-on, l'article 107 prévoit un contrôle par les cours et les tribunaux de la conformité des règlements et des arrêtés par rapport à la loi, il faut en déduire *a contrario* qu'un contrôle de la loi, par rapport à la Constitution, devait être exclu.

Au cours des dernières années, différents éléments sont venus bouleverser cette doctrine traditionnelle.

D'une part, le fait que les juridictions belges ont accepté de contrôler et éventuellement de refuser d'appliquer une loi qui serait contraire à des conventions internationales et notamment à celles qui, dans un certain nombre de cas, ont un contenu identique au contenu constitutionnel.

D'autre part, est intervenue la transformation profonde des structures de l'Etat, qui a substitué à un système de hiérarchie des normes, un système de juxtaposition de ces dernières avec tous les conflits qui peuvent en résulter.

Outre ces deux raisons qui ont ébranlé la doctrine après 1970, d'autres éléments me paraissent aujourd'hui militer en faveur de la transformation de la Cour d'arbitrage en une cour constitutionnelle.

D'abord, face aux différentes forces, centripète et centrifuge, qui ne cessent de se développer, il m'apparaît indispensable de disposer d'un organe indépendant susceptible d'être le gardien de l'équilibre des pouvoirs.

Ensuite, il importe de veiller à ce que notre patrimoine commun des valeurs inscrites dans le titre des droits et libertés de la Constitution fasse l'objet d'une interprétation uniforme.

Enfin, il me semble indispensable, face au développement important des pouvoirs des Régions et des Communautés, d'assurer une protection renforcée des droits des citoyens.

Toutes ces raisons ont amené le PSC à souhaiter la transformation de la Cour d'arbitrage en une cour constitutionnelle.

Comme l'a écrit André Tunc, l'un des plus éminents constitutionnalistes français: «Une nation qui se fédéralise doit instituer une haute juridiction à laquelle est réservé le pouvoir de contrôler la constitutionnalité des lois.»

L'argument invoqué par certains pour reporter à plus tard la création d'une cour constitutionnelle à compétence générale, tiré du fait que le titre II de la Constitution sur les droits et libertés se révélerait imprécis et devrait préalablement être réécrit, ne m'apparaît pas convaincant.

Il existe de nombreuses Constitutions étrangères où les droits et libertés sont affirmés de façon aussi lapidaire que dans la Constitution belge et cela n'a pas empêché la mise en place d'une cour constitutionnelle.

L'argument tiré du fait que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales serait plus précise et plus nuancée est certes fondé mais il ne faut pas perdre de vue que ce document est le résultat d'un compromis entre divers Etats, sans doute démocratiques, mais qui n'avaient peut-être pas une approche entièrement identique de la notion des «droits et libertés fondamentales».

Pour ces raisons, nous éprouvons un sentiment de regret face au texte qui nous est proposé.

Nous le voterons cependant, conscients qu'il est l'ébauche d'une cour constitutionnelle qui, nous l'espérons, verra le jour dans les meilleurs délais.

Un point subsiste cependant, à propos duquel je souhaiterais connaître l'opinion du gouvernement, et qui résulte d'une mention figurant dans la note explicative.

Celle-ci précise — et je ne puis que m'en réjouir — que «toute juridiction qui estimerait ne pas devoir poser la question préjudicielle», c'est-à-dire dans les cas prévus à l'article 15, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la loi du 28 juin 1983, «devra motiver sa décision et son refus sera susceptible d'un recours distinct».

Mais lorsqu'il s'agit d'une juridiction dont les décisions ne sont susceptibles d'aucun recours — je songe notamment, en l'occurrence, à la Cour de Cassation ou plus spécialement au Conseil d'Etat qui statue souvent en premier et deuxième degrés — la décision de ne pas poser la question préjudicielle — à tort ou à raison, je ne me prononce pas — est souveraine et ne fait l'objet d'aucun contrôle.

Or, nous avons connu, ces dernières années, monsieur le Vice-Premier ministre, plusieurs cas à propos desquels nos juridictions supérieures se sont ainsi abstenues de poser la question préjudicielle alors qu'il apparaissait qu'une réponse de la Cour d'arbitrage semblait nécessaire pour rendre la décision.

En réalité, ces juridictions se prononçaient ainsi sur un problème de compétence.

Je me pose dès lors une question: ne serait-il pas souhaitable d'en revenir à la solution de l'article 177 du Traité de Rome, d'ailleurs prévue dans un des premiers projets du gouvernement et qui prévoyait, pour ce qui concerne la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat, le renvoi préjudiciel obligatoire?

Cette formule présente, à mon sens, l'avantage de réaliser un certain équilibre entre le souci d'éviter le recours à des manœuvres dilatoires, puisque le renvoi préjudiciel reste facultatif au niveau des juridictions intérieures et, malgré tout, la volonté de conserver à la Cour d'arbitrage le monopole de l'appréciation de la conformité de la loi ou du décret à la Constitution.

Je me demande si, à l'occasion de l'examen de la loi sur la Cour d'arbitrage et de son adaptation, nous ne devrions pas éventuellement réfléchir à nouveau à cette formule.

Sans doute pourrait-on éventuellement réserver la possibilité de ne pas poser la question préjudicielle en présence d'un acte clair? Cette notion d'acte clair a d'ailleurs été interprétée par la Cour de justice des Communautés européennes de façon extrêmement restrictive.

Sous réserve, monsieur le Vice-Premier ministre, de ces quelques observations, le PSC approuvera le texte de l'article 107ter qui nous est proposé. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, *Quo vadimus* was de titel van de rede uitgesproken door procureur-generaal Dumon op de plechtige openingszitting van het Hof van Cassatie op 1 september 1980.

Dezelfde vraag kan vandaag worden gesteld nu de herziening van artikel 107ter van de Grondwet noodzakelijk moet leiden tot het afdwingbaar worden van de grondwettelijke beginselen vervat in artikel 17 zoals het wordt herzien. Het uitstekend verslag, waarvoor de rapporteurs van harte mogen worden gelukgewenst, is natuurlijk een aanvulling op het verslag, in 1983 uitgebracht door mevrouw Herman en de heer Lallemand, over het ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof. Dat verslag werd met grote belangstelling herlezen.

Het huidige verslag is geen vervolg op een roman *Vingt ans après* maar wel een duidelijke aanvulling en voortzetting van de grondige analyse in 1983. Onmiddellijk na de verklaring tot herziening van de Grondwet schreef de heer Delpérée dat de

herziening van artikel 107ter slechts over een tiental jaar onder ogen kon worden genomen, omdat men het Arbitragehof de tijd moest geven zijn rechtspraak te vestigen en zijn werkmethode te bepalen. Moeten de politieke implicaties van de overheveling naar de Gemeenschappen door een grondwettelijk hof, dat het Arbitragehof wordt, worden opgevangen, of vergt het politiek pragmatisme, dat uit de besprekingen is gebleken, een aanpassing van artikel 107ter waarbij de taak van het Arbitragehof fundamenteel wordt gewijzigd?

Sommigen zullen met nostalgie teruggrijpen naar indertijd in ons rechtsbestel verankerde principes en een geschiedkundige analyse maken waarbij zij de snelle evolutie van de instellingen als een revolutie in de jurisdictionele taken en verantwoordelijkheden zullen bestempelen. Doemdenkers zullen twijfels uiten over de werkwijze en methodes, die het Arbitragehof ter uitvoering van de nieuwe bevoegdheden in acht moet nemen, en vragen stellen over het wettelijk kader dat aan deze werking moet worden gegeven. Dezelfden hebben destijds vragen gesteld over de oprichting van het Arbitragehof. Nochtans zal iedereen toegeven dat, vandaag, geen fundamentele kritiek over de werking van het Arbitragehof wordt uitgebracht.

Sinds de installatie op 2 oktober 1984 werden 76 zaken op de rol ingeschreven, waarvan 35 beroepen tot vernietiging, respectievelijk 20 ingeleid door de Ministerraad, 8 door de Vlaamse Executieve, 5 door de Executieve van het Waalse Gewest en 2 door de Executieve van de Franse Gemeenschap; er werden 41 prejudiciële vragen gesteld door allerhande rechtsmachten en tot op de datum van mijn inlichting — 8 juni 1988 — werden 58 arresten uitgesproken.

Het debat van vandaag omvat in genen dele de discussiepunten die op tafel lagen toen artikel 107ter, paragraaf 1, werd besproken, vermits daarin geen enkele wijziging wordt aangebracht.

Men kan dus uitgaan van de vaststelling dat de procedure over het beroep tot vernietiging niet gewijzigd wordt, maar dat iedereen die belang doet blijken toegang tot het Hof wordt gegeven.

De bevoegdheden blijven exclusief toebedeeld aan Gewesten en Gemeenschappen of in sommige gevallen worden ze voorbehouden aan de Staat, zoals in de voorgestelde tekst van artikel 59bis, paragraaf 2, alinea 1.2, waar het systeem van residuele macht van de Staat wordt omgekeerd ten voordele van een techniek van uitzonderingen. Degenen die altijd refereren aan *Bundesrecht bricht Landesrecht* hebben geen oog voor die bevoegdheden, zoals professor Perin zegt.

De fundamentele stap, naar de toekomst, is een wijziging van het standpunt ingenomen door de regering en de Wetgevende Kamers, toen over de wetten van 8 en 9 augustus 1980 werd gestemd. Toen heeft de commissie voor de herziening van de Grondwet uitdrukkelijk en herhaaldelijk erop gewezen dat het Arbitragehof geen grondwettelijk hof zou worden.

Thans wordt het Arbitragehof belast met een dubbele taak: enerzijds de oorspronkelijk in 1980 vastgelegde bevoegdheden, anderzijds een toetsingsbevoegdheid waardoor het Hof gedeeltelijk als grondwettelijk hof gaat optreden. In de tekst wordt wel in het vooruitzicht gesteld dat het Hof later wetten, decreten of in artikel 26bis bedoelde regels zou kunnen toetsen aan andere artikelen dan aan die welke thans uitdrukkelijk worden genoemd in de tekst, de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet. Sommigen menen dat onmiddellijk klaarheid moet worden geschapen en dat een volwaardig grondwettelijk hof dient te worden opgericht. Soms spreken zij zichzelf tegen, wanneer zij, voortgaande op vroeger ingenomen standpunten, de prerogatieven van de Wetgevende Kamers om de toetsingsbevoegdheid uit te oefenen blijven verdedigen.

Sommigen hebben hun bekommernis geuit over wat zij noemen een grendel in de tekst, die de goedkeuring van de wetten die de uitvoering van de grondwettelijke tekst regelen, onderwerpt aan de bijzondere meerderheid bepaald in artikel 1, laatste lid. Het lijkt mij nogal voor de hand liggend dat de overdracht van de bevoegdheid van de wetgevende macht met bijzondere meerderheid dient te geschieden.

Wanneer het de bedoeling is van de hervorming van het Arbitragehof het sluitstuk van de communautaire pacificatie te maken, moet deze hervorming ook voldoende draagkracht hebben. Dan is een bijzondere meerderheid noodzakelijk om uiting te geven aan de unanieme wil tot het bereiken van deze pacificatie, die de mogelijkheid moet openen om uiteindelijk de economische en sociale problemen van onze maatschappij grondig aan te pakken.

Het is en het blijft een overdragen van bevoegdheid door de Wetgevende Kamers aan het Arbitragehof. Het zij voldoende te verwijzen naar de reactie van de Senaat op 5 mei 1975 waar de uitsluitende bevoegdheid van de wetgevende macht nogmaals werd onderstreept. Dit behoort nu tot de geschiedenis.

Reeds bij de hervorming van 1980 werd niet uitgesloten dat het Arbitragehof in de toekomst tot een grondwettelijk hof zou worden omgevormd. De minister van Institutionele Hervormingen, toevallig dezelfde, verklaarde toen: « Indien het experiment van het Arbitragehof slaagt, mag mijns inziens een uitbreiding van zijn grondwettigheidscontrole niet uitgesloten worden. » Wij zijn nu zo ver.

Misschien tot verbazing van velen is het probleem van de naam van het Hof nu niet meer aan de orde. Dit is misschien een gevolg van de dubbele bevoegdheid van het Hof. In discussies die daarover vroeger werden gevoerd, bleken conflictenhof, federaal hof of grondwettelijk hof nie: te voldoen. De instelling heeft nu naam verworven en zelfs indien een dubbele bevoegdheid wordt toegekend, lijkt niemand nog op deze problematiek terug te komen.

Het Arbitragehof blijft dus een rechtscollege *sui generis* met een bevoegdheid *sui generis* waarvan nu een nieuwe afdeling wordt toegevoegd. Hoewel niet behorend tot een van de klassieke machten, zal het nu nog, aldus een advies van de Raad van State « 's lands hoogste rechtscollege, het college wiens beslissingen zelfs het Hof van Cassatie en de Raad van State zullen binden », blijven.

Ook wordt niet afgestapt van de tot hertoe geldende samenstelling van het Arbitragehof. In 1983 zei de minister van Institutionele Hervormingen in de Senaat: « Als antwoord op die vrees voor *le gouvernement des juges*, heeft men besloten in het Arbitragehof een dosering te maken tussen enerzijds mensen met een voldoende politieke ervaring en anderzijds mensen met voldoende rechtservaring. » Al degenen die hierop bij voorbaat kritiek hadden, komen nu bedrogen uit door de goede werking van het Hof. Zelfs indien de onderscheiden bevoegdheden aan verschillende kamers van het Hof zouden worden toebedeeld, is er nog geen reden om af te stappen van de huidige wijze van samenstelling, ook niet in geval van uitbreiding. Aldus kunnen degenen die ter zake gegronde ambities zouden koesteren, worden gerustgesteld.

De rechtsingang bij het Hof moet noodzakelijkerwijze worden gewijzigd. Uit de bespreking in de commissie is ten overvloede gebleken dat niemand wil afstappen van de huidige regeling met betrekking tot de beroepen tot vernietiging. Deze komen de Ministerraad en de Executieven toe en in de toekomst, na de hervorming van de Senaat, wellicht ook de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

Dat iedereen die een belang doet blijken nu ook een zaak aanhangig kan maken, kan misschien nieuw lijken. Dit is echter niet het geval. Volgens artikel 70, paragraaf 1, van de wet van 28 juni 1983 houdende inrichting, bevoegdheid en werking van het Arbitragehof kan een ieder die van een belang in de zaak doet blijken een memorie aan het Hof richten, weliswaar in het kader van de bevoegdheid van het Arbitragehof voor de prejudiciële vragen. Voor zover ik weet werden tot nu toe slechts twee individuele memories bij het Hof ingeleid op basis van artikel 70 van de wet van 1983.

Thans echter zal ieder die een belang doet blijken als eisende partij de schending door een wet, een decreet of een in artikel 26bis bedoelde regel van de reeds genoemde artikelen van de Grondwet, voor het Hof kunnen brengen. In genen dele wordt uitgesloten dat ook de overheden die door de wet worden aangewezen, soortgelijke zaken aanhangig zullen kunnen maken, dit alles gekoppeld aan een systeem van prejudiciële

vragen waarbij dan nog tussenkomende partijen kunnen worden geactiveerd.

Men kan zich vandaag, terecht, zorgen maken over een toevloed van zaken naar het Hof wegens de uitbreiding van de bevoegdheden en vooral van de mogelijkheid geboden om een zaak aanhangig te maken voor ieder die een belang doet blijken. Zelfs als men de verzekering krijgt dat wel degelijk geopteerd zal worden voor een sluisrecht, waarbij vooraf de ontvankelijkheid van de individuele vorderingen kan worden onderzocht, opdat het Hof niet overspoeld wordt, moet toch worden gewaarschuwd voor wat voor andere rechtscolleges de grootste reden is voor de achterstand, met rechtsonzekerheid als gevolg.

Wij zijn in ons land blijkbaar specialisten in het opbouwen van prachtige wetten zonder de materiële mogelijkheden te bieden aan de instellingen, die ze moeten uitvoeren.

Thans reeds uit ik een waarschuwing in verband met de wetten die nog moeten worden goedgekeurd betreffende de werking van het Arbitragehof, en leg er nu reeds de nadruk op dat een uitbreiding van bevoegdheid ook een uitbreiding van infrastructuur en een aanpassing aan moderne werkwijzen noodzakelijk zal maken en wellicht ook een uitbreiding van het Hof.

Twee korte opmerkingen.

Sommigen zijn blijkbaar vergeten dat artikel 107ter in de Grondwet is opgenomen en artikel 107bis nog steeds niet bestaat. Artikel 107bis moest een regeling bevatten voor de verhouding tussen het internationaal recht en het intern recht. Wij openen nu niet de discussie of het Arbitragehof de wetten, de decreten en de bij artikel 26bis bedoelde regels kan toetsen aan het internationaal recht. Daarvoor verwijzen wij naar het verslag van mevrouw Herman en de heer Lallemand van 1983.

De discussie ter gelegenheid van de bespreking van artikel 59bis heeft toch aangetoond dat ook daaraan te gepasten tijde aandacht moet worden geschonken. Uit het verslag blijkt dat de aandacht gevestigd werd op de voorgestelde, zometeen dubbelzinnige dan toch ongelukkige, formulering van de vierde alinea van paragraaf 2.

Kritiek is natuurlijk gemakkelijk. Zelfs als ze komt van de beste stuurder die aan wal staat, moet ze worden opgevangen. Ik hoop dat deze tekst toch zal worden geïnterpreteerd, enerzijds, zoals de wetten bedoeld in het eerste en het derde lid, anderzijds, zoals de wetten die de artikelen van de Grondwet ter uitvoering van het tweede lid, 3°, zullen bepalen en die zullen worden aangenomen met de meerderheid volgens artikel 1, laatste lid.

Dit is eenvoudig een verduidelijking die reeds ter sprake kwam in de commissie.

Artikel 107ter werd opgenomen in hoofdstuk IIIbis met als titel « Voorkoming en regeling van conflicten ». Herhaaldelijk werd erop gewezen dat de bedoeling was, de nadruk te leggen op het karakter *sui generis* van deze instelling, naast de rechterlijke macht bedoeld in hoofdstuk III. Moet dan de titel van hoofdstuk IIIbis niet worden aangepast aan de nieuwe bevoegdheden die thans worden toegekend aan het Arbitragehof? Wij suggereren het hoofdstuk de titel te geven « Het Arbitragehof », hetgeen trouwens aansluit bij de algemene titels van andere hoofdstukken en hetgeen de werkelijke inhoud in de verschillende bevoegdheidsfacetten zal weergeven.

Tot slot, nog een kleine opmerking over de toon van dit debat. Sommige musici zouden spreken over de *andante*. Bepaalde leden van de oppositie misschien over de *forte*, maar dan wat betreft het tempo. Ik heb echter de indruk dat voor sommige sprekers de toon enigszins deed denken aan een grafrede over de niet meer bestaande instellingen. Anderen, van wie men juichkreten had verwacht bij de bakermat van de nieuwe gefederaliseerde Staat, hebben deze juichkreten wat getemperd. Zou de hervorming volgens hen niet ver genoeg gaan?

De toon is misschien het gevolg van de verantwoordelijkheid die nu op ons allen drukt, maar hij kan anderzijds de weerspiegeling zijn — althans wat mij betreft — van de hoop dat nu

eindelijk, na de pacificatie, de werkelijke problemen van economische, sociale en financiële aard, die onze maatschappij teisteren, zullen worden aangepakt.

Men heeft hier gesproken over het huis dat in brand stond en naar mijn gevoel werd enigszins verkeerdelijk gezegd dat wij « daarnaast bouwden ». Ik zou eerder zeggen: laten wij de hypotheek die op dat huis rust, huis dat een tweewoonst wordt, lichten, zodat de geburen hun onderlinge twisten eindelijk op een verstandige manier kunnen regelen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, het is de tekst van artikel 107ter die de meeste wijzigingen heeft ondergaan bij de besprekingen in de commissie. De commissie heeft hier deugdelijk grondwetgevend werk verricht en vooral op het gebied van de legistiek de tekst gepreciseerd en verbeterd, derwijze dat hij nu ongetwijfeld zeer bruikbaar is.

Terloops gezegd, de tekst van artikel 107ter organiseert het Arbitragehof niet; hij geeft de grenzen aan van de bevoegdheden en de mogelijkheden tot uitbreiding van die bevoegdheden. Hij trekt ook de grenzen van de toegankelijkheid van het Arbitragehof voor de rechtzoekenden, personen en overheden. In verband met die overheden, wens ik mevrouw Delruelle, die daarnet overigens een zeer interessante uiteenzetting heeft gehouden, te zeggen dat volgens de besprekingen in de commissie de tekst hier zo algemeen werd gehouden opdat onder meer ook de voorzitters van de assemblees daarin zouden begrepen zijn. De tekst preciseert dus de toegankelijkheid, zowel van de overheid als van een individuele rechtzoekende die van een belang doet blijken. Ter vergelijking moge ik verwijzen naar de organisatie van de rechterlijke macht, die enkel naar de beginselen in de Grondwet wordt geregeld door de artikelen 92 tot 107. Het Gerechtelijk Wetboek is natuurlijk niet in de Grondwet opgenomen, enkel de beginselen waaraan zulk Gerechtelijk Wetboek moet voldoen. Dat is een gezonde wijze van doen. Hier is men zelfs nog beknopter geweest dan bij de regeling van de rechterlijke macht en dat lijkt mij veeleer een goede zaak.

Over de notie « belang » is nogal wat discussie geweest. Ik meen nochtans dat ze nauwelijks tot enig probleem aanleiding kan geven. Het belang is iets wat al eeuwen in ons procesrecht is bekend. Wij kennen allemaal de rechtspreuk: *L'intérêt est la mesure des actions*. Als men geen belang heeft, heeft men ook geen vordering. De vordering is dan niet ontvankelijk, of volgens de meest recente terminologie, die van het Gerechtelijk Wetboek, niet toelaatbaar. Het belang moet uiteraard — ook dat is in de commissie ter sprake gekomen — een rechtmatig belang zijn, dat spreekt voor zichzelf. Het ware al te gek, en niet eens denkbaar, iemand toegang te geven tot welk rechtscollege ook op grond van een onrechtmatig belang.

Verskillende sprekers vrezen dat het Arbitragehof door een groot aantal zaken zal worden overspoeld. Zulks moet inderdaad worden vermeden, hetgeen best kan worden geregeld naar analogie van de procedure die geldt in het Europese Hof voor de rechten van de mens te Straatsburg, door een soort sluis in te schakelen, waar niet alleen de ontvankelijkheid maar ook de ernst van de vordering wordt onderzocht. Een totaal gekke vordering hoeft niet voor het Hof te komen, ook al zou ze formeel ontvankelijk zijn. Lichtzinnige beroepen op het Arbitragehof kunnen op die manier de pas worden afgesneden.

Het zal uiteraard noodzakelijk zijn, zo niet onmiddellijk dan toch na verloop van een vrij korte tijd, de infrastructuur en de personeelsbezetting van het Arbitragehof aan te passen aan de hoeveelheid zaken die voor het Hof zullen worden gebracht.

De rapporteur heeft al vele wenken gegeven voor de toekomstige wetgever en aangeduid waar wij op moeten letten willen wij de wetgeving op een degelijke wijze aanpassen aan de nieuwe grondwettelijke situatie. Ik voeg er nog een wenk aan toe. In de wet van 1983 is duidelijk bepaald dat bij beroepen tot nietigverklaring ingesteld door de overheden die daartoe op het ogenblik aangewezen zijn, het resultaat zal zijn de nietigverklaring van de aangevochten wet, het decreet of de op artikel 26bis

gesteunde norm — dus een gewestdecreet —, tenminste als het beroep gegrond wordt verklaard.

De regeling is niet zo duidelijk inzake de draagwijdte van de beslissingen van het Arbitragehof voor prejudiciële vragen. Er staat wel dat het Arbitragehof uitspraak doet bij wege van arrest over de door de rechtbanken en hoven en eventueel door de Raad van State gestelde prejudiciële vragen, maar op het ogenblik is in de wet niet zo duidelijk bepaald waartoe dit moet leiden. Blijkbaar niet tot vernietiging, maar tot waar dan wel? Uiteraard niet in de Grondwet, maar bij het opstellen van de wet zullen wij de precieze draagwijdte van de arresten betreffende prejudiciële vragen duidelijk moeten omschrijven.

Nog enkele opmerkingen in verband met de interferentie van de nieuwe bevoegdheden die het Arbitragehof worden toegekend inzake de verdragen. De rapporteur heeft daarover zeer zinnige dingen gezegd. Voor gewone verdragen, buiten het Europese kader, verandert er eigenlijk niets. Deze worden door ratificatie geïntegreerd in de wetgeving en dienen dus te worden toegepast zoals de wetten, met dien verstande dat volgens de recente rechtspraak van het Hof van Cassatie bovendien dit verdragsrecht primeert op de nationale wet in die zin dat de nationale wet er niet meer van mag afwijken. De rapporteur heeft dit de toetsing van de wet aan de verdragen genoemd. Het lijkt mij geen eigenlijke toetsing; een verdrag is formeel een wet, maar één die niet meer kan worden veranderd zonder het internationale verdrag zelf te wijzigen. Maar er verandert eigenlijk niets aan de wijze waarop men zich daarop moet beroepen.

Indien een verdrag, *per absurdum* misschien, maar in ieder geval denkbaar, ingaat tegen artikel 6, artikel 6bis of artikel 17 van de Grondwet, kan men zich dan tegen dit verdrag voorzien bij het Arbitragehof?

Ik moet toegeven dat dit waarschijnlijk een *cas d'école* is, een vrijwel louter theoretisch voorbeeld. Men zal immers een dergelijk verdrag allicht niet sluiten. Bovendien zal het Parlement wel voldoende alert zijn om een dergelijk verdrag, dat zou ingaan tegen een vrij fundamenteel recht dat aan de burgers is toegekend door de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet, of tegen artikel 17, niet te bekrachtigen. Ook dat lijkt voor de hand te liggen. Mocht dat toch gebeuren, dan is naar mijn mening een beroep bij het Arbitragehof eventueel mogelijk.

Voor de verdragen in Europees verband zijn er verschillende mogelijkheden: de conventie betreffende de rechten van de mens zelf, of het EEG-verdrag alsmede de Europese verordeningen, die *self-executing* zijn en die uiteraard in het interne recht, ook door de rechtspraak, moeten worden toegepast, en de richtlijnen. Deze laatste zijn normaal niet bindend voor de rechtbanken en de rechtscollages in het algemeen. Ze houden wel een morele, politieke verplichting voor de wetgever in om de wetgeving aan te passen. De sancties zijn normaal niet juridisch maar een politieke, een morele veroordeling door het Hof van justitie van de Europese Gemeenschappen. Overigens zullen zij zelden iets te maken hebben met de besproken grondwetsartikelen.

Tenslotte nog iets over de repercussies van de uitbreiding van de bevoegdheid van het Arbitragehof in verband met de mogelijkheid tot beroep bij het Hof van Straatsburg. Voor een bevoegdheidsconflict is beroep bij het Hof van Straatsburg uiteraard onmogelijk vermits het dan niet gaat over één van de rechten, toegekend in het kader van de Europese conventie van de rechten van de mens.

Ten aanzien van de rechten bedoeld in de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet kan er een dubbele norm zijn: de norm, bepaald in de Europese Conventie enerzijds, waarvoor beroep bij het Europees Hof te Straatsburg mogelijk is, en de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet anderzijds, waarvoor beroep bij het Arbitragehof mogelijk is.

Indien een Belgische wet of decreet enerzijds geen schending inhoudt van de Europese Conventie betreffende de rechten van de mens — voor zover dit niet denkbeeldig is want we zouden ons moeten gaan vermeen in casuïstiek om na te gaan in welke mate zulks kan — maar anderzijds wel een schending van de artikelen 6, 6bis of 17 van de Grondwet is uiteraard alleen beroep mogelijk bij het Arbitragehof.

Indien daartegenover de artikelen 6, 6bis of 17 van de Grondwet niet worden geschonden maar wel een bepaling van de Europese Conventie, kan men zich alleen maar wenden tot het Europees Hof voor de rechten van de mens. Tot nu toe geen probleem.

Belangrijker en deliquer wordt het indien een wet of decreet tegelijk inbreuk maken op de artikelen 6, 6bis of 17 van de Grondwet en op een beschermingsbepaling van de Europese Conventie. In dat geval is zowel beroep mogelijk bij het Arbitragehof als bij het Europees Hof van Straatsburg.

Maar dan rijst het probleem of men, om in beroep te kunnen gaan bij het Hof te Straatsburg, eerst in beroep moet gaan bij het Arbitragehof. Het Hof te Straatsburg is immers slechts bevoegd wanneer men in zijn eigen land alle rechtsmiddelen heeft uitgeput. Dat hangt overigens niet van onze grondwetstekst af, maar van de toepassing van het Europees recht door het Hof te Straatsburg. Toch is het nuttig dit probleem even aan te stippen. In dergelijk geval moet men dus eerst in België tot in laatste aanleg zijn gegaan. In de praktijk zal het veelal zo gaan dat in geval van schending van artikel 6, 6bis of 17 deze wordt opgeworpen voor een rechtscollege — een hof, rechtbank of de Raad van State —, en dan is dat rechtscollege verplicht — voor zover tenminste de uitzonderingsgevallen bepaald in de wet op het Arbitragehof niet voorhanden zijn — om aan dit hof een prejudiciële vraag te stellen. Dan kan men tot in Cassatie gaan, en nadien naar Straatsburg.

Wanneer het Arbitragehof dan verklaart dat een bepaalde vorm niet in strijd is met artikel 6, 6bis of 17, is het toch nog mogelijk dat het Hof te Straatsburg zijnerzijds beslist dat hij in strijd is met een bepaling van de Europese Conventie. Dat kan eigenaardig lijken, maar wij moeten er ons bij neerleggen dat er voor de rechtzoekenden nu eenmaal een als het ware nieuw rechtsmiddel wordt bijgecreëerd.

Het wordt nog interessanter wanneer iemand de schending van de artikelen 6, 6bis of 17 niet opwerpt voor een rechtbank, een hof of de Raad van State, maar rechtstreeks een beroep doet op het Arbitragehof op basis van de bepaling die wij inlassen, namelijk de mogelijkheid voor iedereen die er belang bij heeft, om zich rechtstreeks tot het Arbitragehof te wenden. Wanneer de belanghebbende zich dan beroept op een schending van artikel 6, 6bis of 17 die tegelijk een schending inhoudt van Europese Conventie, en het Arbitragehof geeft hem ongelijk, kan hij zich eventueel nog tot het Hof te Straatsburg wenden, na de uitspraak van het Arbitragehof. Ik denk dat het niet onzinnig is, dat nog even aan te stippen, opdat wij beseffen dat dit een vrij belangrijke ingreep is in onze juridische situatie en in het bijzonder in het recht tot procederen in deze materie. Maar de beginselen en regelen die op het ogenblik reeds gelden in het Europees verdragsrecht, betreffende de schending van de rechten van de mens, worden niet gewijzigd. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Henrion.

M. Henrion. — Monsieur le Président, si j'interviens brièvement, en cette fin de débat, à propos de l'article 107ter, c'est parce que j'ai la conviction que, tant dans son origine que dans sa conception, cet article constitue l'archétype des improvisations et de certaines contradictions qui caractérisent la majorité.

Politiquement, il fallait rassurer un parti qui redoutait beaucoup la communautarisation de l'enseignement; des garanties constitutionnelles lui étaient nécessaires, et c'est légitime. Mais l'ennui était qu'un autre parti de la coalition — beaucoup plus important, d'ailleurs — demeurait traditionnellement hostile à la création d'une véritable cour constitutionnelle.

La démarche logique eût consisté à analyser posément les avantages et les inconvénients de tout contrôle de constitutionnalité et notamment de faire son profit des innombrables travaux consacrés au sujet depuis des décennies. Ainsi, M. Velu y consacre 50 pages de son traité. C'est cependant ce qu'on n'a pas voulu et on a improvisé en ajoutant à la Cour d'arbitrage, qui n'a pas été créée pour cela, une compétence exceptionnelle de vérification de constitutionnalité, pour trois articles seulement de notre pacte fondamental.

Il fallait faire vite car, dit-on, la crédibilité de l'équipe dépend de son aptitude à faire réformer sept articles de la Constitution pour cet été! Ça passe ou ça craque! Tel était le credo du gouvernement.

Interrogé le 3 juin par un journaliste du journal *Le Soir* qui lui demandait si c'était une réforme de la Constitution à la hussarde, le Vice-Premier ministre, Hugo Schiltz, généralement considéré comme un bon juriste, répondait que c'était bien ça et il ajoutait: «S'il faut attendre qu'on ait un texte parfait, bien au point, on n'arrivera jamais à rien. Qui veut faire l'ange fait la bête.» Curieux propos de la part d'un juriste!

Nous voilà fixés: l'essentiel, pour le gouvernement, c'est la vitesse, et c'est cette même vitesse que j'ai dénoncée le 17 mai. J'y reviendrai quand nous parlerons des pouvoirs attribués.

La future structure de l'Etat sera tout à fait particulière: un mélange de fédéralisme et de certains points de confédéralisme, ce qui est d'ailleurs reconnu, avec le plaisir que l'on devine, par certains membres de la Volksunie. Parler encore aujourd'hui de fédéralisme d'union — et j'aurais aimé que le Premier ministre, qui aime cette formule, soit ici présent — c'est véritablement dire le contraire de la vérité.

Revenons au 107^{ter}. Dans cette espèce de tourbillon intellectuel, existe-t-il au moins un choix raisonné pour qu'à l'avenir ce soit la Cour d'arbitrage qui constitue, par extensions successives, la future cour constitutionnelle?

Oui, a dit le Vice-Premier ministre, en commission. Le rapport indique: «Le Vice-Premier ministre souligne que le Parlement belge a toujours été réticent à confier le contrôle de la constitutionnalité à des juridictions de l'ordre judiciaire ou à une juridiction suprême.

L'originalité, selon lui, de la Cour d'arbitrage, vient précisément de sa composition puisque sont réunis, en son sein, d'anciens membres de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et d'anciens parlementaires.

C'est cette composition mixte qui a, sans doute, facilité l'adoption par le Parlement d'une législation assurant un contrôle de constitutionnalité.»

En disant cela, le ministre ne dit pas ce qui n'est pas; il engage le gouvernement mais a-t-il le droit d'engager le Parlement dans une espèce d'exercice de futurologie sur l'opinion des assemblées?

Qui dit qu'ici, à l'avenir, et dans d'autres circonstances, on n'aurait pas préféré d'autres formules pour assurer un contrôle de la constitutionnalité?

Par ailleurs, si le gouvernement était aussi assuré d'avoir choisi la bonne voie, pourquoi ne pas aller plus loin et confier à la Cour d'arbitrage le contrôle des décrets ou des lois soit en général, soit en tout cas pour tout ce qui a trait aux libertés et aux droits fondamentaux, comme M. Cerexhe en a fait l'observation.

Ici, la réponse du ministre est proprement réjouissante: «Selon le Vice-Premier ministre, l'extension d'un tel contrôle susciterait des difficultés à raison de ce que, selon lui, plusieurs des articles de la Constitution ont été écrits et rédigés par un constituant qui se refusait précisément à un contrôle. Le gouvernement envisage, dès lors, d'insérer dans la Constitution des articles moins lapidaires que ceux qui y figurent à l'heure actuelle, du moins, pour tout ce qui a trait aux libertés et droits fondamentaux des Belges. Une Constitution plus explicite en la matière serait donc de nature à permettre un meilleur contrôle juridictionnel.»

Personnellement, on m'a toujours enseigné, j'ai toujours enseigné moi-même et j'avais toujours cru que le caractère sobre et concis des textes constitutionnels était une qualité. En somme, on s'effraie ici d'un contrôle de constitutionnalité et on ne l'envisage que pour le jour où les textes seront à ce point précis et minutieux qu'il n'y aura plus matière à interprétation! En fait, pour aujourd'hui, on bricole et pour demain, on bétonne.

Dans cet effroi, il y a cependant une part de lucidité: c'est vrai qu'une cour qui a pour seule compétence le contrôle de

constitutionnalité des lois a facilement tendance à s'en écarter en se substituant au constituant. C'est un danger.

Tandis que le membre du pouvoir judiciaire est formé à une autre discipline, il ne dispose pas de la liberté de création qui est celle du constituant et du législateur et s'il dispose d'un large pouvoir d'interprétation, se fondant non seulement sur des textes, mais aussi et surtout sur l'esprit des lois, il doit demeurer sur les «rails» qui lui sont tracés.

Les juges ordinaires qui, journellement, interprètent la Constitution, les lois, décrets, règlements, règles du droit international, principes du droit, sont formés à cette discipline. C'est pourquoi il eût fallu réfléchir attentivement avant de trancher implicitement en faveur d'une solution écartant les magistrats de l'ordre judiciaire, fût-ce dans une formule mixte, encore que l'on puisse un jour peut-être revenir vers une association de ce type.

M. Lallemand. — Permettez-moi de vous interrompre un instant, monsieur Henrion. Comme je l'ai dit, l'article 107^{ter} n'empêche pas, en principe, une modification de la composition de la Cour d'arbitrage mais bien de confier à une autre juridiction la tâche de trancher de la constitutionnalité des lois.

M. Henrion. — C'est tout à fait évident. Ce point est acquis définitivement par la réforme.

Peut-être pourrait-on ultérieurement rapprocher par certaines formules des membres du pouvoir judiciaire du contrôle de constitutionnalité.

Cette idée appartient à l'avenir et nous ne pouvons en préjuger.

Je voudrais, si vous le permettez, rêver pendant quelques secondes.

J'imagine, dans quelques mois ou dans un an, si le projet du gouvernement passe, un dialogue entre un professeur de droit public et un étudiant curieux, comme on en voit encore parfois.

Question: Pourquoi a-t-il fallu aller aussi vite pour une réforme constitutionnelle réalisant — comme l'a dit le Premier ministre — une mutation quasi révolutionnaire?

Réponse: Parce qu'il fallait sauver la coalition.

Question: Pourquoi a-t-on fait un ajout partiel à la compétence de la Cour d'arbitrage?

Réponse: Parce qu'il fallait rassurer le PSC.

Question: Pourquoi n'a-t-on pas été plus loin en créant une véritable cour constitutionnelle?

Réponse: Parce que le Parti socialiste n'en voulait pas encore.

Question: Est-ce ainsi que l'on revoit le pacte fondamental dans notre pays?

Réponse: Hélas! Ou, peut-être, trois fois hélas! si le professeur a des lettres ...

Monsieur le Président, je terminerai en rappelant un dernier fait.

Me trouvant l'été dernier dans un pays de l'Est, que je n'indiquerai pas de manière plus précise, parce que le président Leemans m'avait fait l'honneur de me demander de le représenter lors d'une mission parlementaire, j'ai eu des échanges fructueux avec le président de la commission des lois de ce pays. C'était un homme fort distingué qui connaissait le droit belge, nos constitutionnalistes, et qui m'a parlé notamment de Pierre Wigny. Il m'a dit en confidence — ce n'en est plus une maintenant — avoir été chargé de revoir la Constitution de son pays. Pour être poli, je lui ai dit: «Long travail et fort important.» «Sans doute», m'a-t-il répondu, «mais on ne m'a donné que deux mois.»

Je me suis étonné poliment en disant que, chez nous, c'était un travail approfondi, sérieux et de longue haleine, accompagné de consultations au plus haut niveau, notamment de la magistrature.

Je ne vous étonnerai pas, mes chers collègues, en vous disant, qu'après ce que nous allons vivre, je n'oserais pas retourner dans

ce pays de peur d'y rencontrer mon interlocuteur. (*Rires et applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, wij zijn beland bij de bespreking van het derde te wijzigen grondwetsartikel. Ik heb een onderzoek naar de genese van deze herziening ingesteld. De aanleiding was het verlangen om het onderwijs te federaliseren. Dit moest echter vergezeld gaan van een aantal goeddoordachte garanties. Een van die garanties wordt ingeschreven in het nieuwe artikel 107ter, waarin aan het Arbitragehof een bijkomende opdracht wordt gegeven, namelijk na te gaan of de Gemeenschappen bij de uitoefening van hun bevoegdheden inzake onderwijs wetgevend optreden in overeenstemming met het gewijzigde grondwetsartikel 17 en met de grondwetsartikelen 6 en 6bis.

De nieuwe bevoegdheid die men aan het Arbitragehof wil toekennen, gold oorspronkelijk voor het geheel van de bepalingen die voortvloeien uit de artikelen 6, 6bis, in samenhang met artikel 17 van de Grondwet. In de tekst van artikel 107ter die vandaag wordt voorgesteld, staan in paragraaf 2, 2°, de artikelen 6, 6bis en 17 gewoon naast elkaar, zonder dat er een verband tussen die artikelen wordt gelegd. Ikzelf heb daar geen bezwaar tegen, maar hierdoor wordt de bevoegdheid van het Arbitragehof veel ruimer dan oorspronkelijk bedoeld, namelijk na te gaan of de inhoud van de artikelen 6 en 6bis bij toepassing van de beginselen opgenomen in artikel 17 worden nageleefd.

Ik neem er natuurlijk met vreugde akte van dat een ieder die een belang kan doen blijken en iedere bij wet aangewezen overheid een zaak kunnen aanhangig maken bij het Hof. Zoals de tekst nu geformuleerd is, kunnen zij een beroep doen op het Arbitragehof verwijzend naar de artikelen 6 en 6bis, maar zonder enige verwijzing naar artikel 17. De draagwijdte van de artikelen 6 en 6bis is echter van die aard, dat de opdracht die aldus aan het Arbitragehof wordt gegeven veel ruimer is dan bedoeld bij de genese van de huidige grondwetsherziening.

Met het nieuwe artikel 107ter blijft de mogelijkheid open om door een wet goedgekeurd met een bijzondere meerderheid, andere artikelen aan te duiden waarop men zich bij het Arbitragehof kan beroepen, zodat dit Hof kan evolueren naar een verruimd constitutioneel hof. In feite bestaat die mogelijkheid nu reeds gedeeltelijk wegens de grote draagwijdte en repercussie van de artikelen 6 en 6bis.

Ik heb dan ook bij paragraaf 2, 2°, een amendement ingediend om terug te keren tot de oorspronkelijke bedoeling, namelijk een instrument vinden om de pacificatie inzake federalisering van het onderwijs tot stand te brengen.

Een ander probleem dat ik wil aansnijden bij de bespreking van artikel 107ter heeft betrekking op artikel 28 van de Grondwet dat op 17 juli 1980 werd herzien. De vraag is welke houding het Arbitragehof tegenover dit artikel zal aannemen wanneer de belanghebbenden op basis van artikel 6, 6bis of 17 zich tot dit hof zullen wenden.

Tenslotte heb ik bezwaar tegen de uitbreiding van de bevoegdheid van het Arbitragehof volgens de beschreven procedure. Luidens de tekst kan de wetgever, niet de grondwetgever, weliswaar met een bijzondere meerderheid vermeld in artikel 1, vierde lid, artikelen uit de Grondwet aanwijzen waaromtrent het Arbitragehof dan bevoegdheid krijgt die wij thans aan dit hof toekennen in hoofde van paragraaf 2 dat wij invoegen.

Naar mijn mening is dat in strijd met de geest van de huidige Grondwet en het niet voor herziening vatbaar verklaarde artikel 131. Immers, als het Arbitragehof wordt omgevormd tot een constitutioneel hof en bijgevolg de garantie van de pacificatie naar aanleiding van de federalisering van het onderwijs uitbreidt tot het vermogen om wetten en decreten te toetsen aan het geheel van de artikelen van de Grondwet, dan doen wij iets dat voorbehouden is aan de grondwetgever zelf.

Veel liever zou ik zien — dat zou ook in overeenstemming zijn met artikel 131 — dat, als nieuwe artikelen worden opgesteld voor onderzoek door het Arbitragehof naar de grondwet-

tigheid van wetten en decreten, dit een daad zou zijn van de grondwetgever zelf en niet van de gewone wetgever, niettegenstaande hij hier optreedt door gebruikmaking van een bijzondere meerderheid.

Tenslotte, mijnheer de Voorzitter, pratende over het geheel van de drie artikelen, stel ik de vraag die ik ook tijdens de algemene bespreking in de commissie heb gesteld: *quid* met de Duitstalige Gemeenschap?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb bijzonder met aandacht geluisterd naar de waardevolle uiteenzettingen van de collega's en veel van wat hier werd gezegd kan ik bijvallen.

Over de uiteenzetting van de heer Baert wil ik twee opmerkingen maken. De heer Baert spreekt van de mogelijkheid om op te treden in rechte bij het Arbitragehof indien de partij een werkelijk belang heeft. Hij bedoelt hiermede een direct en persoonlijk belang zoals wordt bepaald in de artikelen 17 en 18 van het gerechtelijk wetboek.

Mijnheer Baert, moeten wij daaruit begrijpen dat men zich nooit zal kunnen wenden tot het Arbitragehof, zich baserend op een algemeen belang? Wij weten dat er in de regeringsverklaring sprake is van het geven aan rechtspersonen van de mogelijkheid om op te treden in rechte voor de rechtbank ter behartiging van een algemeen belang. Ik vraag mij dus af of het goed is in de besprekingen te laten uitschijnen dat wij op dit gebied conservatief zullen blijven en niet toelaten dat VZW's en andere rechtspersonen in rechte optreden ter behartiging van een algemeen belang.

Mijnheer Baert, u hebt gezegd dat de Europese richtlijnen slechts een morele draagkracht hebben. Professor Marcel Storme spreekt nochtans voortdurend over het Europa der rechters dat al bestaat, terwijl het Europa van de democratische wetgever eigenlijk nog niet bestaat.

Er werden ook reeds vonnissen geveld op basis van richtlijnen die nog niet werden omgezet in nationale wetten, maar waarop de rechter zich heeft gebaseerd omdat de nationale wetgever had nagelaten de termijnen te respecteren die door de Ministerraad waren vastgesteld waarbinnen de richtlijnen moesten worden geconcretiseerd in nationale wetten. Ik vind dat dit ofwel moet worden bevestigd, ofwel moet worden tegengesproken.

Reeds in 1983 hebben de Groenen zwaar gepleit tegen het Arbitragehof omdat zijn bevoegdheid beperkt werd tot het behandelen van bevoegdheidsconflicten, dat wil zeggen tot het afbakenen van jachtgebieden of machtsgebieden. Wij waren toen ook zeer ontevreden omdat het Arbitragehof niet kon optreden als beslechter van belangenconflicten tussen gemeenschappen en gewesten. Wij vonden het ook niet goed dat het Arbitragehof toen niet de bevoegdheid kreeg van een grondwettelijk hof.

Wij waren toen in 1983 ook zeer ontgoocheld omdat het met de voorstellen van de regering betreffende het Arbitragehof niet mogelijk was de Belgische wetteksten te toetsen aan de Europese, wat wel het geval is voor het *Bundesverfassungsgericht*. Wij waren toen tegen het Arbitragehof gekant omdat het in grote mate de politisering van een rechtscollege inhield. Wij hadden toen — en hebben nog in beperkte mate — een principieel bezwaar tegen het systeem van *le gouvernement des juges*. Maar vergeleken bij alle andere methoden die men in ons land aanwendt om de directe democratie uit te hollen vinden de Groenen wat nu gebeurt in verband met de oprichting van een grondwettelijk hof toch veel minder verwerpelijk. Als iets noodzakelijk is in een federale Staat — kijk! we worden positief — dan is het wel een middelpuntzoekende macht. Een constitutioneel hof is dat.

Zelfs wanneer een federale Staat maar een karikatuur is van een democratische federale Staat — en u kent onze kritiek op het soort federalisme dat in ons land wordt gecultiveerd —, dan heeft hij ondanks al zijn gebreken, behoefte aan een constitutioneel hof, misschien nog meer dan anders.

De heer Van den Bossche, die hier jammer genoeg niet meer is en die een ijverig tegenstander is van het constitutioneel hof, kan tegen dit artikel stemmen want de Groenen zullen ervoor stemmen. Wij zullen ervoor stemmen, zelfs als wij weten — zoals ook de heer Henrion terecht heeft beklemtoond — dat dit constitutioneel hof een onecht hof is en dat het er is gekomen meer door een *accident de l'histoire* dan door een coherente visie op de organisatie van een federale Staat. Dit grondwettelijke hof is er gekomen door een samenloop van politieke omstandigheden. Maar het is er. En er kan iets uit groeien. Daarom zullen de vertegenwoordigers van Agalev-Ecolo het voorstel van de regering steunen, en de amendementen van de PVV en de PRL goedkeuren die ertoe strekken de bevoegdheden van dit embryonair constitutioneel hof uit te breiden.

Mijnheer de Voorzitter, de Groenen zijn dus niet altijd negatief. Sommige zaken die de regering voorstelt keuren wij goed.

Wij gaan soms wel, soms niet, akkoord met de Volksunie. Agalev-Ecolo gaat niet akkoord met wat de Volksunie wil in verband met het taalgebruik in de schepencolleges en in de gemeenteraden van de randgemeenten. Ik vertolk niet het standpunt van Vlamingen alleen. Het is een standpunt verdedigd door Vlamingen, Walen en Brusselaars. Dat kan.

M. le Président. — La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, je trouve regrettable que le gouvernement ne nous ait pas, préalablement à cette révision de la Constitution, expliqué ses intentions et brossé l'image du nouvel Etat. Nous aurions ainsi pu discuter valablement des articles à réviser pour atteindre l'objectif visé.

On veut donc construire un Etat fédéral dont les compétences résiduelles incomberaient aux Régions et aux Communautés. Dans un Etat unitaire, le Parlement, émanation de la nation, est souverain et il n'incombe pas à des juges d'apprécier la constitutionnalité des lois.

Dans un Etat fédéral où les pouvoirs résiduels sont entre les mains de composants en constante évolution, une institution judiciaire constitutionnelle d'arbitrage est nécessaire pour protéger le citoyen et sauvegarder ses libertés.

Dans l'Etat fédéral des Etats-Unis, les compétences résiduelles sont entre les mains des différents Etats.

A l'origine, les pouvoirs conférés par la Constitution à l'Etat fédéral étaient limités aux matières liées à la défense et au commerce.

Tous les pouvoirs — notamment le pouvoir en matière d'enseignement dont traitent les trois articles que nous examinons — étaient et sont toujours exclusivement réservés aux Etats. Il n'y a pas de ministère de l'Education nationale aux Etats-Unis.

Petit à petit, la Cour suprême a joué un double rôle.

D'une part, elle a arbitré les différends entre le pouvoir fédéral et le pouvoir des Etats et, dans un monde devenu de plus en plus complexe et en constante évolution, elle a octroyé un pouvoir accru à l'Etat fédéral en se fondant sur un raisonnement juridique.

D'autre part, elle protège de plus en plus le citoyen et ses libertés contre l'abus de pouvoir de l'Etat fédéral et des Etats, et, ce qui est plus grave, contre les abus résultant de compétences mal définies entre pouvoirs.

La Cour suprême est composée de juges éminents issus indifféremment des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ils sont non seulement compétents en droit mais aussi sensibles aux exigences du monde moderne et de la politique. Ces juges n'acceptent de statuer que sur des cas importants relevant d'une injustice flagrante ou d'un problème de droit institutionnel.

Dans ce pays qui vient de célébrer le bicentenaire de sa charte fondamentale, la Cour constitutionnelle, lien essentiel entre les différents Etats fédérés, est l'institution indispensable aux citoyens.

La meilleure preuve de l'évolution nécessaire vers une cour constitutionnelle est donnée par l'Europe. Les sidérurgistes européens dont je fais partie depuis trente-cinq ans, font de plus en plus appel à la Cour suprême européenne à Luxembourg, afin qu'elle les protège contre les abus de la Commission, en particulier dans le problème des quotas, et contre les abus des Etats qui octroyent trop de subsides à leurs industries.

Ainsi que l'a dit un intervenant précédent, le travail de la Cour européenne n'a pu être possible, dans une Europe où, pourtant, les diverses législations ne sont pas coordonnées, que grâce à ce droit à la justice, ce droit de demander au juge de se prononcer.

Ce système constitue une protection indispensable contre les pouvoirs des gouvernements et les pouvoirs abusifs de la Commission.

Dès lors, si nous nous orientons vers un Etat fédéral — ce que nous sommes en train de faire, mais trop rapidement, à la hussarde — il est absolument indispensable que la Cour d'arbitrage soit renforcée et devienne une Cour constitutionnelle. Le gouvernement « est passé à côté de la montre en or ». Puisqu'il est occupé à modifier la structure d'un Etat de plus en plus complexe, coercitif, et dont l'administration opprime le citoyen; puisqu'il s'oriente d'un Etat unitaire vers un Etat fédéral, le gouvernement aurait dû offrir aux citoyens la garantie de protection de leurs libertés. Seule une cour constitutionnelle leur aurait apporté cette sécurité juridique et administrative absolument indispensable.

Je regrette que vous n'ayez pas agi de cette façon. C'est pourquoi mes amis et moi proposons cet amendement destiné à élargir les pouvoirs de la Cour d'arbitrage, de façon à en faire une cour constitutionnelle qui protège les citoyens et qui, par conséquent, renforce l'Etat. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, het verheugt mij dat dit artikel aanleiding heeft gegeven tot een aantal belangrijke redevoeeringen over de federale structuur in het algemeen en over de rol van een constitutioneel hof in een dergelijke structuur.

De heer Boël heeft er terecht op gewezen dat vanaf het ogenblik dat de wetgevende bevoegdheid wordt opgedeeld en de raden een volwaardige wetgevende bevoegdheid krijgen, er inderdaad behoefte is aan een instelling die de wetten kan toetsen aan de Grondwet. De wetten worden dan niet langer ontworpen door dezelfde instelling als die welke de Grondwet opstelt. De discrepantie zal nog worden versterkt wanneer het dubbel mandaat niet meer bestaat. Wij moeten er ons echter van bewust zijn dat dit een andere benadering veronderstelt dan die waarvan het Parlement tot nog toe blijkt heeft gegeven. Het gaat hier over een essentieel onderdeel van de federale structuur. Verschillende sprekers, zowel van de meerderheid als van de oppositie, hebben daar terecht de aandacht op gevestigd.

Je voudrais faire remarquer au ministre d'Etat, M. Henrion, que, sous le gouvernement précédent, son parti soutenait l'option selon laquelle la Cour d'arbitrage prendrait en charge le contrôle de l'article 17. C'était un premier pas dans la voie du contrôle constitutionnel, qui n'est donc pas si improvisé qu'il semblait l'affirmer.

Uitgaande van de consensus over de toetsingsbevoegdheid van het Arbitragehof inzake artikel 17, waardoor de politieke waarborg van de schoolpactcommissie in feite werd vervangen door een grondwettelijke waarborg, is men tijdens de onderhandelingen geleidelijk verder gegaan. Door uitbreiding van die bevoegdheid tot de artikelen 6 en 6bis, die weliswaar in het verlengde liggen van het gelijkheidsprincipe inzake onderwijs zoals bepaald in artikel 17, maar die ongetwijfeld een ruimere draagwijdte hebben, heeft men een grotere stap gezet in de

richting van een grondwettelijk hof dan dit het geval was bij artikel 17. Meer nog, door in het artikel te bepalen dat bij wet, aan te nemen met een bijzondere meerderheid, de toetsing van de grondwettigheid kan worden uitgebreid tot andere artikelen van de Grondwet, wordt in artikel 107^{ter} geopteerd voor de oprichting — zij het stapsgewijze — van een grondwettelijk hof. Hierover mag geen misverstand bestaan.

De heer De Bondt beweert dat het beter zou zijn in de uitbreiding te voorzien door een grondwetswijziging. Men kan dit standpunt verdedigen. Als de grondwetgever artikel 107^{ter} zoals het hier wordt voorgesteld goedkeurt, moet hij zich er goed van bewust zijn dat hij groen licht geeft voor een uitbreiding — zij het dan door wetten met bijzondere meerderheid — van de grondwettigheidscontrole tot alle artikelen van de Grondwet.

Verschillende sprekers hebben eraan herinnerd dat bij de oprichting van het Arbitragehof in 1980 niet zo'n verregaande opties werden genomen als wij hier voorstellen. Hoewel het Belgisch Parlement aarzelde, heeft men in 1980 niet geopteerd voor het geven van grondwettigheidscontrole aan een andere instelling dan het Parlement. Toch heeft men in 1980 reeds een zekere grondwettigheidscontrole uit de hand gegeven, meer bepaald inzake de bevoegdheidsverdeling zoals die door de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 werd vastgesteld. Bij de installatie van het Arbitragehof, hier in deze zaal, heb ik zelf gezegd dat het evident was dat de structuur van het Arbitragehof een evolutie naar een grondwettelijk hof impliceerde.

Je pourrais accepter que ce point soit sujet à discussion si l'extension des compétences de la Cour d'arbitrage nécessitait la création d'une nouvelle instance.

Je souhaite également souligner un fait relevé par M. Lallemand, à savoir que la composition de la Cour d'arbitrage ne figure pas dans la Constitution et que, dès lors, le législateur pourrait à l'avenir prendre une autre option.

Je crois cependant que la composition spécifique actuelle de la Cour d'arbitrage fut un choix judicieux. Elle regroupe des juges issus du monde politique, auteurs des lois, et des juges issus du pouvoir judiciaire habitués à émettre des jugements basés sur ces lois.

Je n'ignore pas que le monde judiciaire défend d'autres thèses. Il est possible qu'à l'avenir, on puisse évoluer vers d'autres options.

Je suis toutefois persuadé que la Cour, telle qu'elle existe actuellement, peut parfaitement jouer le rôle de Cour constitutionnelle. A ce sujet, M. Boël a rappelé qu'aux Etats-Unis la composition de la Cour constitutionnelle est différente de celle d'un tribunal dont les membres sont exclusivement issus du pouvoir judiciaire.

J'estime donc que l'extension est défendable même si certains y sont réticents. Il me paraît de toute façon difficilement imaginable de charger deux instances différentes du contrôle de constitutionnalité. L'option doit être celle du maintien d'une institution.

L'approche prudente proposée par le gouvernement est judicieuse compte tenu précisément des sensibilités.

Ik zal nu op een aantal meer technische opmerkingen ingaan.

Mevrouw Delruelle en de heer Baert hebben gesproken over het begrip «overheden». Het is wel degelijk een ruim begrip en de voorzitters van de assemblees worden ook daaronder begrepen.

De heren Boël en Arts wijs ik erop dat in de werking van het Arbitragehof een sluis zal moeten worden opgenomen, zoniet is het mogelijk dat het Hof met dilatoire vragen wordt geconfronteerd. Dit zal in de toepassingswet moeten worden vastgelegd. Er moet dus, zoals in de meeste grondwettelijke hoven, een schifting ten gronde gebeuren.

De heer Baert heeft gesproken over prejudiciële vragen. Zoals ze thans bepaald worden ten opzichte van het Arbitragehof, hebben ze geen vernietiging tot gevolg, maar wordt enkel een uitspraak gedaan tussen partijen. Voor de Executieven en voor de nationale regering wordt wel de mogelijkheid van een nieuwe

termijn om de vernietiging te vragen geopend. Dit punt kan eventueel worden bekeken bij de bespreking van de toepassingswet. Ik meen, zeker als de mogelijkheid bestaat van een rechtstreeks beroep bij het Arbitragehof, dat men de twee niet te gemakkelijk mag mengen. Een prejudiciële vraag betekent voor mij per definitie een uitspraak onder partijen en niet een vernietiging *erga omnes*.

De heer Baert. — Ik ben het eens met wat u zegt, maar ik meen dat de tekst van de wet hierover iets duidelijker had kunnen zijn. Hierop te wijzen was de bedoeling van mijn betoog.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Ik heb dus verduidelijkt wat precies door de wet wordt bedoeld.

La loi actuelle, monsieur Cerexhe, contient le principe — qui ne me semble pas devoir être modifié — selon lequel les cours et tribunaux sont tenus de poser la question préjudicielle, les trois exceptions prévues dans la loi étant fort restrictives.

La législation actuelle stipulant de manière explicite que lorsqu'une cour s'est prononcée sur le fait de poser ou non la question préjudicielle, aucun recours contre cette décision n'est possible, nous proposerons non seulement l'obligation de motiver la décision, mais aussi l'instauration d'une possibilité de recours, pour autant que celui-ci soit réalisable au niveau considéré. Il sera adressé non pas à la Cour d'arbitrage, mais bien à l'instance judiciaire en degré d'appel.

Il est clair que le Conseil d'Etat ne sera pas confronté à ce problème étant donné qu'aucun appel n'est possible auprès de cette juridiction.

De heer Erdman kan ik antwoorden dat, effectief, wanneer in artikel 107^{ter} verwezen wordt naar wetten die bij bijzondere meerderheid moeten worden goedgekeurd, het gaat om de wetten die in het artikel worden aangeduid en dat de eerste keer dat het woord «wet» wordt geciteerd, dit gewoon is in de reeks wet, decreet, enzovoort. Ik meen dat geen verkeerde interpretatie mogelijk is.

De vraag van de heer De Bondt betreft artikel 59^{ter} van de Grondwet. Verschillende punten die de bevoegdheid aangaan worden automatisch geregeld door de formulering van dit artikel, maar andere zullen in een tweede fase moeten worden gewijzigd. Ik verwijs naar de werkwijze die ook in 1980 werd gevolgd inzake de Duitstalige Gemeenschap toen verschillende zaken eveneens in een tweede fase hun beslag hebben gekregen. Indien de regering nu dezelfde procedure volgt en de rest regelt in een tweede fase, zelfs na de bijzondere wet, kan ze dezelfde speciale techniek toepassen die erin bestaat niet alle artikelen over te nemen maar eraan te refereren, wat vrij gemakkelijk is. (Applaus.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close et nous passons à l'examen des différents amendements.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de amendementen.

Ik herinner u aan de inhoud van letter A :

Enig artikel. A. Artikel 107^{ter}, § 2, van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Er bestaat voor geheel België een Arbitragehof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald.

Dit Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak over :

1^o De in § 1 bedoelde conflicten;

2^o De schending door een wet, een decreet of een in artikel 26bis bedoelde regel, van de artikelen 6, 6bis en 17;

3^o De schending door een wet, een decreet of een in artikel 26bis bedoelde regel, van de artikelen van de Grondwet die de wet bepaalt.

De zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door iedere bij wet aangewezen overheid, door ieder die doet blijken van een belang of, prejudicieel, door ieder rechtscollege.

De wetten bedoeld in het eerste lid, in het tweede lid, 3^o, en in het derde lid, worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 1, laatste lid.»

Article unique. A. L'article 107ter, § 2, de la Constitution est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Il y a, pour toute la Belgique, une Cour d'arbitrage, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi.

Cette Cour statue par voie d'arrêt sur:

1^o Les conflits visés au § 1^{er};

2^o La violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 26bis, des articles 6, 6bis et 17;

3^o La violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 26bis, des articles de la Constitution que la loi détermine.

La Cour peut être saisie par toute autorité que la loi désigne, par toute personne justifiant d'un intérêt ou, à titre préjudiciel, par toute juridiction.

Les lois visées au premier alinéa, au deuxième alinéa, 3^o, et au troisième alinéa, sont adoptées à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa.»

Mevrouw Herman c.s. stelt volgende amendementen voor:

« A. § 2 voorgesteld onder letter A van dit artikel te vervangen als volgt:

« § 2. Er bestaat voor geheel België een Grondwettelijk Hof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald.

Dit Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak over:

1^o De in § 1 bedoelde conflicten;

2^o De toepassing van de Grondwet.

De zaak wordt bij het Hof aanhangig gemaakt door een ieder die doet blijken van een belang, en/of prejudicieel, door een rechtscollege.»

« A. Remplacer le § 2, proposé au littera A de cet article, par ce qui suit:

« § 2. Il y a pour toute la Belgique une Cour constitutionnelle dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi.

Cette Cour statue par voie d'arrêt sur:

1^o Les conflits visés au § 1^{er};

2^o L'application de la Constitution.

La Cour est saisie par toute personne justifiant d'un intérêt, et/ou par une juridiction à titre préjudiciel.»

Eerste subsidiair:

« In § 2, eerste lid, voorgesteld onder letter A van dit artikel, het woord « Arbitragehof » te vervangen door de woorden « Grondwettelijk Hof. »

Premier amendement subsidiaire:

« Au § 2, premier alinéa, proposé au littera 1 de cet article, remplacer les mots « Cour d'arbitrage » par les mots « Cour constitutionnelle. »

Tweede subsidiair:

« Het laatste lid van § 2, voorgesteld onder letter A van dit artikel, te doen vervallen. »

Deuxième amendement subsidiaire:

« Supprimer le dernier alinéa du § 2 proposé au littera A de cet article. »

Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, voor de artikelen 6, 6bis en 17 legt men de toetsing van de wet aan de Grondwet bij het Arbitragehof.

Laten wij de zaken bij hun werkelijke naam noemen en spreken van een grondwettelijk hof. Zoals ik in mijn verantwoording zeg, ben ik met deze mening in goed gezelschap aangezien dit een fundamentele optie was in het CVP-kiesprogramma van november 1987 waarvan ik in mijn verantwoording de tekst heb overgenomen.

Wij stellen voor aan een grondwettelijk hof de taken toe te bedelen waarmee men nu bijkomend het Arbitragehof wil belasten.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, als ik mevrouw Herman goed begrijp, is er geen groot verschil van mening over de inhoud, maar wel over het etiket dat men erop kleeft.

Het voorstelt beoogt het Arbitragehof te laten evolueren tot een instantie die de rol zal spelen van een grondwettelijk hof. De regering acht het niet nodig de terminologie te veranderen nu het Arbitragehof stilaan is ingeburgerd in onze instellingen.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

Mme Delruelle et consorts présentent les amendements que voici:

« Au § 2 proposé au littera A de cet article:

1. Remplacer le 2^o par la disposition suivante:

« 2^o la violation par une loi, un décret ou une règle visés à l'article 26bis, des dispositions de la Constitution. »

2. Supprimer le 3^o. »

« In § 2, voorgesteld onder letter A van dit artikel:

1. Het 2^o te vervangen als volgt:

« 2^o de schending door een wet, een decreet of een regel bedoeld in artikel 26bis, van de bepalingen van de Grondwet. »

2^o Het 3^o te doen vervallen. »

Premier amendement subsidiaire:

« Au § 2 proposé au littera A de cet article:

1. Remplacer le 2^o par la disposition suivante:

« 2^o La violation par une loi, un décret ou une règle visés à l'article 26bis des dispositions prévues au titre II de la Constitution. »

2. Supprimer le 3^o. »

Eerste subsidiair:

« In § 2 voorgesteld onder letter A van dit artikel:

1. Het 2^o te vervangen als volgt:

« 2^o de schending door een wet, een decreet of een regel bedoeld in artikel 26bis, van de bepalingen van titel II van de Grondwet. »

2. Het 3^o te doen vervallen. »

Deuxième amendement subsidiaire:

« Au § 2 proposé au littera A de cet article, supprimer le 3^o. »

Tweede subsidiair:

« In § 2 voorgesteld onder letter A van dit artikel, het 3^o te doen vervallen. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, dans la ligne de conduite que j'ai développée au cours de mon intervention, le premier amendement propose de transformer la Cour d'arbitrage en véritable cour constitutionnelle qui pourrait veiller à la conformité des lois, décrets et ordonnances à la Constitution.

Nous proposons, à titre subsidiaire, de remplacer le secundo par la disposition suivante: «la violation par une loi, un décret ou une règle visés à l'article 26bis, des dispositions prévues au titre II», et de supprimer le tertio.

Le gouvernement envisage, en effet, de transformer la Cour d'arbitrage en cour constitutionnelle, seulement pour trois articles de la Constitution relatifs aux libertés publiques. Il n'y a pas lieu, nous semble-t-il, de limiter cette extension.

Pour cette raison, nous proposons d'étendre le contrôle de la Cour d'arbitrage à l'ensemble des dispositions prises dans le cadre des articles qui figurent au titre II de la Constitution.

Notre deuxième amendement subsidiaire vise, en fait, l'extension que le gouvernement propose au § 2, lettre A, de cet article.

Nous proposons de supprimer le tertio car nous estimons, en effet, qu'il n'est pas acceptable qu'une loi, même à majorité spéciale, puisse modifier fondamentalement la compétence de la Cour d'arbitrage.

Pour nous, il convient non pas de confier ce soin à une loi, mais plutôt de modifier l'article 107ter lui-même.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, voor het eerste amendement verwijs ik naar het antwoord dat ik aan mevrouw Herman heb gegeven. Voor de twee volgende amendementen bestaat er geen meningsverschil over de grond van de zaak, namelijk het evolueren naar een hof dat alle artikelen van de Grondwet, zeker betreffende de vrijheden, kan toetsen. Wij stellen enkel voor dit in etappes te doen. Om redenen die ik uitgebreid in de commissie heb gegeven, stel ik voor bij de werkwijze van de regering te blijven.

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen wordt aangehouden.

De heer De Bondt stelt volgende amendementen voor:

« A. In § 2, tweede lid, 2°, van dit artikel, zoals voorgesteld sub A, de woorden « 6bis en 17 » te vervangen door de woorden « en 6bis in samenhang met 17. »

B. In § 2, zoals voorgesteld in letter A van dit artikel, het 3° van het tweede lid en, in het laatste lid, de woorden « in het tweede lid, 3° » te doen vervallen. »

A. Au § 2, deuxième alinéa, 2°, proposé au A de cet article, remplacer les mots « 6bis et 17 » par les mots « et 6bis en relation avec 17. »

B. Au § 2, proposé au A de cet article, supprimer le 3° du deuxième alinéa et, au quatrième alinéa, les mots « au deuxième alinéa, 3°. »

Subsidiair:

« In § 2, zoals voorgesteld in letter A van dit artikel, het laatste lid te vervangen als volgt:

« De wetten bedoeld in het tweede lid, 3°, worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 131, vijfde lid, van de Grondwet. »

Subsidiairement:

« Au § 2, proposé au A de cet article, remplacer le dernier alinéa par la disposition suivante:

« Les lois visées au deuxième alinéa, 3°, sont adoptées à la majorité prévue à l'article 131, cinquième alinéa, de la Constitution. »

Worden deze amendementen gesteund? (*Talrijke leden staan op*). Dan maken ze deel uit van de bespreking.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, in verband met de nevenschikking van de artikelen die kunnen worden getoetst, namelijk 6, 6bis en 17 wens ik de uitdrukking in te voeren « 6 en 6bis in samenhang met 17 ». De minister heeft geantwoord dat dit aanvankelijk de bedoeling was, maar dat degenen die dit artikel hebben voorgedragen een « bredere ruimte » hebben gecreëerd. Het is juist dat ik die « bredere ruimte » niet goed vind. Ik ga niet nader op het waarom ervan in. Ik zou het uitvoerig kunnen toelichten, maar daardoor zou ik slapende honden kunnen wakker maken en dat wens ik niet. Instemmend met de uitleg van de minister ben ik bereid het tweede punt van het amendement in hoofdorde weg te laten, indien het werkelijk de bedoeling is hier reeds de principiële optie te nemen tot het instellen van een grondwettelijk hof met bevoegdheden over de volle breedte.

Ik suggereer echter wel dat de wetten die zullen worden uitgevaardigd om die artikelen aan te duiden in *globo* of in pakketten, zouden worden aangenomen met dezelfde meerderheid als voor de herziening van de Grondwet vereist is, dit wil zeggen met de meerderheid aangeduid in het vijfde lid van artikel 131 van de Grondwet.

Het gaat hier immers nagenoeg om een grondwetswijziging. Het principe wordt vastgelegd in de Grondwet maar aangevuld door wetten die worden aangenomen met een zelfde meerderheid als bij een grondwetswijziging.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben dus bereid mijn amendement B in te trekken, maar ik wil wel mijn subsidiair amendement behouden.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou een nuance willen aanbrengen aan het betoog van de heer De Bondt. Oorspronkelijk was het de bedoeling enkel artikel 17 te aanvaarden als basis van beroep bij het Arbitragehof. Dit kan men terugvinden in bepaalde principiële teksten uit de vorige legislatuur. Nadien heeft men hieraan de artikelen 6 en 6bis toegevoegd om twee redenen. Ten eerste, vormen deze twee artikelen de grondslag van een principe dat in artikel 17 wordt uitgewerkt. Vervolgens zag men de toevoeging van die twee artikelen als een eerste stap naar de uitbreiding van de bevoegdheden van het Arbitragehof, door wetten die, zoals bepaald in het derde lid, worden goedgekeurd met een bijzondere meerderheid.

Men heeft dus duidelijk een optie willen nemen en op dat punt kan ik mij niet aansluiten bij de heer De Bondt.

Mijnheer De Bondt, de bijzondere meerderheid waarvan sprake is uiteraard de tweederdemeerderheid. Wanneer een bijzondere meerderheid vereist wordt, is thans de verwijzing naar artikel 1, laatste lid, stilaan ingeburgerd in de Grondwet. Volgens de opties van het regeerakkoord en van de voorstellen van de regering is er een basiswetgeving die het federaal samenleven van de Gemeenschappen organiseert. Het is dan ook normaal dat bij de goedkeuring van deze wetgeving de beide Gemeenschappen worden betrokken, die vandaag nog worden vertegenwoordigd door de beide taalgroepen in Kamer en Senaat, maar morgen wellicht op een andere wijze ingevolge een mogelijke werkverdeling tussen beide Kamers.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

M. Desmedt propose l'amendement que voici:

« Au § 2 de cet article, tel que proposé sub A, ajouter un 4°, libellé comme suit:

« 4° La violation par la loi ou le décret des libertés garanties aux articles 18, 19, 20 et 23 de la Constitution. »

« Aan § 2 van dit artikel, zoals voorgesteld onder letter A, een 4^o toe te voegen, luidende :

« 4^o De schending door de wet of het decreet van de vrijheden gewaarborgd in de artikelen 18, 19, 20 en 23 van de Grondwet. »

Cet amendement est-il appuyé ? (*Plusieurs membres se lèvent.*)

Cet amendement étant régulièrement appuyé, il fera partie de la discussion.

La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, mon amendement rejoint, en grande partie, celui déposé par Mme Delruelle. Il concerne le problème de la compétence de la Cour d'arbitrage.

A ce sujet, je ne pense pas que l'essentiel soit une question de terminologie, peu importe que l'on parle de Cour d'arbitrage ou de Cour constitutionnelle, mais le problème est de voir les compétences attribuées.

A cet égard, les dispositions soumises à notre vote permettront ultérieurement d'étendre la compétence de la Cour à tout article de la Constitution que la loi déterminera.

Actuellement, il est envisagé de limiter cette compétence aux problèmes des libertés d'enseignement.

Nous proposons d'y ajouter les libertés essentielles de la Constitution, c'est-à-dire de presse, de réunion, d'association et d'emploi des langues et, donc d'étendre la compétence de la Cour d'arbitrage à la violation, par la loi, des droits garantis par les articles 18, 19, 20 et 23 de la Constitution.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, de regering stelt voor het te houden bij de artikelen 6, 6bis en 17. De uitbreidingen die worden voorgesteld zullen krachtens de Grondwet later mogelijk zijn.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Ik herinner u aan de inhoud van de overgangsbepaling :

« B. De overgangsbepaling van artikel 107ter van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Tot de inwerkingtreding van de in § 2, eerste lid, bedoelde wet aangenomen overeenkomstig § 2, vierde lid, blijven de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof en de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten van toepassing. »

« B. La disposition transitoire de l'article 107ter de la Constitution est remplacée par la disposition suivante :

« La loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage et la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée au § 2, alinéa 1^{er}, et adoptée conformément au § 2, alinéa 4. »

Mevrouw Herman c.s. stelt volgend amendement voor :

« In de overgangsbepaling, voorgesteld onder letter B van dit artikel, de woorden « aangenomen overeenkomstig § 2, vierde lid » te doen vervallen. »

« Dans la disposition transitoire proposée au littéra B de cet article, supprimer les mots « et adoptée conformément au § 2, quatrième alinéa ». »

Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, mijn amendement strekt ertoe in de overgangsbepaling voorgesteld onder letter B van dit artikel de woorden « aangenomen overeenkomstig § 2, vierde lid » te doen vervallen.

In een amendement bij letter A, § 2, hebben wij betoogd dat om democratische redenen de nieuwe wetten die de bevoegdheden van het Arbitragehof uitbreiden, niet met een bijzondere meerderheid mogen worden aangenomen. Ik heb daarover vroeger reeds algemene uitleg gegeven.

Ik meen, *a fortiori*, aangezien de oprichting van het Arbitragehof bij gewone wet is gebeurd, dat er zeker geen aanleiding bestaat om ter gelegenheid van een uitbreiding van de bevoegdheid een bijzondere meerderheid toe te passen.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Dehaene.

De heer Dehaene, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, zoals ik net aan de heer De Bondt heb geantwoord, is de regering van mening dat de basiswetten die de structuur en de werking van onze nieuwe federale Staat bepalen, best met een bijzondere tweederdemeerderheid en een meerderheid in elke taalgroep worden aangenomen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De aangehouden stemmen en de stemming over de bepaling met bijzondere meerderheid, overeenkomstig artikel 131 van de Grondwet, hebben straks plaats.

Il sera procédé tout à l'heure aux votes réservés et au vote sur la disposition à la majorité qualifiée conformément à l'article 131 de la Constitution.

HERZIENING VAN ARTIKEL 17 VAN DE GRONDWET MET UITZONDERING VAN DE WOORDEN « HET ONDERWIJS IS VRIJ; ELKE PREVENTIEVE MAATREGEEL IS VERBODEN »

Aangehouden stemmen

Stemming

REVISION DE L'ARTICLE 17 DE LA CONSTITUTION A L'EXCEPTION DES MOTS « L'ENSEIGNEMENT EST LIBRE; TOUTE MESURE PREVENTIVE EST INTERDITE »

Votes réservés

Vote

De Voorzitter. — Wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen.

Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements réservés.

Dames en heren, wij gaan zo dadelijk over tot de stemmen. Vooraf wil ik een ieder vragen in het halfroond te blijven, omdat er zeer veel stemmen zijn en ze elkaar in een snel tempo zullen opvolgen. Het zou moeilijk worden als wij op de terugkeer van leden moeten wachten.

Avant de procéder à ces votes importants, je tiens à vous demander de vérifier à chaque reprise si votre vote a été correctement enregistré.

De toute façon, les rectifications éventuelles de vote ne peuvent être acceptées que si elles sont portées immédiatement et publiquement à la connaissance de l'assemblée.

Nous passons au vote sur l'amendement A de M. Hasquin et consorts au deuxième alinéa du littéra B.

Wij stemmen over het amendement A van de heer Hasquin c.s. bij het tweede lid van letter B.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

166 membres sont présents.

166 leden zijn aanwezig.

138 votent non.

138 stemmen neen.

28 votent oui.

28 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Didden, Diegenant, Dierickx, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Gryp, Guillaume, Mme Hanquet, M. Hansenne, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Horyat, Janzegers, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Lannoye, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Clerdent, De Backer, Declercq, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Désir, Desmedt, Duquesne, Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Laverge, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire de M. Hasquin et consorts au deuxième alinéa du littera B.

Wij stemmen over het subsidiair amendement van de heer Hasquin c.s. bij het tweede lid van letter B.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

164 membres sont présents.

164 leden zijn aanwezig.

137 votent non.

137 stemmen neen.

27 votent oui.

27 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dierickx, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Gryp, Guillaume, Mme Hanquet, M. Hansenne, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Horyat, Janzegers, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Lannoye, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Aubecq, Bock, Boël, Bosmans, Clerdent, De Backer, Declercq, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Désir, Desmedt, Duquesne, Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Laverge, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

M. Vaes. — Monsieur le Président, la lecture du tableau ne correspond pas à notre vote. En effet, nous sommes quatre à avoir voté négativement et je n'aperçois que trois votes négatifs au tableau.

M. le Président. — Il vous en est donné acte.

Wij moeten nu stemmen over het amendement A van mevrouw Herman c.s. bij het tweede lid van letter B.

Nous devons voter sur l'amendement A de Mme Herman et consorts au deuxième alinéa du littera B.

Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mijn amendementen tijdens de bespreking vorige dagen uitvoerig verdedigd. Iedereen die hier aanwezig was, heeft kunnen vaststellen hoe smadelijk de regering ons soms heeft behandeld door niet of naast de kwestie te antwoorden of zelfs door duidelijk te laten blijken dat men niet eens wist hoever men gevorderd was in de bespreking.

Wij gaan nu gewoon op het knopje duwen.

Dit macaber spel hoeft niet voor mij. Daarom trek ik al mijn amendementen in. (Applaus.)

De Voorzitter. — Alle amendementen van mevrouw Herman c.s. zijn dus ingetrokken.

Tous les amendements de Mme Herman et consorts sont donc retirés.

Wij stemmen nu over het amendement van de heer Dierickx c.s. bij het tweede lid van letter B.

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Dierickx et consorts au deuxième alinéa du littera B.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.
Il est procédé au vote nominatif.

166 leden zijn aanwezig.
166 membres sont présents.
144 stemmen neen.
144 votent non.
21 stemmen ja.
21 votent oui.
1 onthoudt zich.
1 s'abstient.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.
En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Decléty, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Duquesne, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Geveno, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Hasquin, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kanzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larrier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Op't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Poulet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien, Vandebussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhoute, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooiland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Bascour, Bosmans, De Backer, Declerck, Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck et Waltniel.

Onthouden heeft zich :

S'est abstenue :

Mme Herman-Michielsens.

De Voorzitter. — Ik verzoek mevrouw Herman de reden van haar onthouding mede te delen.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mij onthouden niet zozeer omdat ik dit amendement niet wil steunen, maar om erop te wijzen dat ik de tekst van het artikel niet kan goedkeuren zodat het in feite geen zin heeft om hem nog te amenderen op een wijze trouwens die mij ook niet erg aanstaat.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement B de M. Hasquin et consorts au troisième alinéa du littéra B.

Wij stemmen over het amendement B van de heer Hasquin c.s. bij het derde lid van letter B.

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, je rejoins Mme Herman dans sa motivation.

Nous déplorons vivement qu'aucun de nos amendements n'ait été accepté. Certains n'ont même pas reçu de réponses!

Nous estimons que le véritable débat parlementaire n'a pas eu lieu. Le Parlement n'a joué son rôle ni complètement ni correctement.

Le groupe PRL retire donc tous les amendements déposés par MM. Hasquin et Monfils, et par moi-même. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Je prends acte que tous les amendements déposés par M. Hasquin et consorts et par M. Monfils et consorts sont retirés, de même que ceux déposés par Mme Herman et consorts.

Ik neem er akte van dat alle amendementen ingediend door de heer Hasquin c.s. en door de heer Monfils c.s. worden ingetrokken alsmede, zoals reeds vermeld, de amendementen ingediend door mevrouw Herman c.s.

Wij stemmen nu over het amendement van mevrouw Aelvoet en de heer Dierickx bij het derde lid van letter B.

Nous passons au vote sur l'amendement de Mme Aelvoet et M. Dierickx au troisième alinéa du littéra B.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

168 leden zijn aanwezig.
168 membres sont présents.
145 stemmen neen.
145 votent non.
21 stemmen ja.
21 votent oui.
2 onthouden zich.
2 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Decléty, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Duquesne, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Geveno, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kanzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larrier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Op't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Poulet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien, Vandebussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhoute, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooiland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Bascour, Bosmans, Declerck, Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Houssa, Janzegers, Lannoye, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

Mme Herman-Michielsens et M. Laverge.

M. le Président. — Je suppose que les membres qui se sont abstenus l'ont fait pour les motifs invoqués précédemment.

Il veronderstel dat de leden die zich hebben onthouden zulks hebben gedaan om de eerder opgegeven reden. (*Instemming.*)

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Desmedt et consorts au troisième alinéa du littéra B.

Wij stemmen over het amendement van de heer Desmedt c.s. bij het derde lid van letter B.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

168 membres sont présents.

168 leden zijn aanwezig.

131 votent non.

131 stemmen neen.

34 votent oui.

34 stemmen ja.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Désir, Desmedt, Dierickx, Duquesne, Gryp,

Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Petitjean, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck et Vandenhaute.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

Mme Herman-Michielsens, MM. Pede et Waltniel.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Vaes et Dierickx au paragraphe 3 du littéra C.

Wij stemmen over het amendement van de heren Vaes en Dierickx bij paragraaf 3 van letter C.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

168 membres sont présents.

168 leden zijn aanwezig.

132 votent non.

132 stemmen neen.

22 votent oui.

22 stemmen ja.

14 s'abstiennent.

14 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Bascour, De Backer, Declerck, Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Petitjean, Vaes, Van Aperen et Van den Broeck.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Bock, Boël, Bosmans, Clerdent, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Duquesne, Henrion, Mmes Herman-Michielsens, Mayence-Goossens, MM. Monfils, Pede, Vandenhaute et Waltniel.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire de MM. Vaes et Dierickx au paragraphe 3 du littera C.

Wij stemmen over het subsidiair amendement van de heren Vaes en Dierickx bij paragraaf 3 van letter C.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

169 membres sont présents.

169 leden zijn aanwezig.

131 votent non.

131 stemmen neen.

20 votent oui.

20 stemmen ja.

18 s'abstiennent.

18 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Bascour, Bosmans, De Backer, Declerck, Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Vaes, Van Aperen et Van den Broeck.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Antuenis, Aubecq, Bock, Boël, Clerdent, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Duquesne, Hasquin, Henrion, Mmes Herman-Michielsens, Mayence-Goossens, MM. Mommerency, Monfils, Pede, Petitjean, Vandenhaute et Waltniel.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de Mme Aelvoet et consorts au paragraphe 6 du littera C.

Wij stemmen over het amendement van mevrouw Aelvoet c.s. bij paragraaf 6 van letter C.

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1988
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1988

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

165 membres sont présents.

165 leden zijn aanwezig.

141 votent non.

141 stemmen neen.

16 votent oui.

16 stemmen ja.

8 s'abstiennent.

8 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Decléry, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Dillen, Duquesne, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Hasquin, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhaute, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aubecq, Bascour, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Nélis, MM. Peetermans, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Anthuenis, Bosmans, Declerck, Désir, Desmedt, Mme Herman-Michielsens, MM. Noerens et Pede.

M. le Président. — Nous devons procéder maintenant au vote à majorité spéciale sur la disposition relative à l'article 17, telle qu'elle est proposée par la commission.

Wij moeten ons nu uitspreken met bijzondere meerderheid over de bepaling met betrekking tot artikel 17, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

Allereerst, dames en heren, maak ik u attent op de artikelen van ons reglement die betrekking hebben op de spreektijd voor stemverklaringen.

Het woord is aan de heer Dierickx voor een stemverklaring.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, als waarachtige democraten en federalisten zijn wij in principe voorstander van een overheveling van de bevoegdheid inzake onderwijs naar de deelstaten, zelfs in onze twee- of driedelige federale Staat.

Deze staatshervorming beantwoordt echter niet aan een onrust bij de bevolking. De bevolking heeft deze staatshervorming niet gevraagd. Zij is evenmin gegroeid uit een coherente maatschappijvisie in het hoofd van de regeringsleden. Deze zijn niet begaan met ideeën in verband met een federale staatsinrichting in het belang van de mensen en vooral van de jongeren. Zij zijn slechts begaan met het behouden en bezetten van machtsposities, onder meer in de onderwijssector.

Deze staatshervorming zal de solidariteit onder de burgers van ons land tenietdoen, en bijdragen tot een verdere uitholling van de democratie. Immers, de bevoegdheden inzake onderwijs worden in grote mate onttrokken aan de gewone wet- en decreetgever om ze toe te vertrouwen aan de grondwetgever, de kwasi-grondwetgever, de jurisprudentie van een nationale en internationale gerechtsinstantie en van overlegorganen tussen executieven.

Er wordt geen vooruitgang geboekt ten bate van het pluralistisch onderwijs, en geen vooruitgang inzake de keuzevrijheid en de kosteloosheid van het onderwijs of betreffende het betrekken van de schoolgemeenschap bij het beheer van de onderwijsinstelling.

Bovendien biedt deze zogenaamde fundamentele hervorming geen enkele garantie dat er binnen de politieke klasse van ons land eindelijk communautaire vrede zal tot stand komen. Zelfs de Vice-Eerste minister zegt dat deze hervorming geen rust zal brengen binnen de politieke klasse. Er is te veel conflictstof opgenomen in het systeem en dat zal uiteindelijk leiden tot separatisme, hetgeen door niemand wordt gevraagd. Wij zullen stemmen tegen artikel 17, tegen artikel 59bis en voor artikel 107ter.

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt, pour une explication de vote.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, au cours de la discussion générale, j'ai déclaré que le FDF abordait l'examen de la disposition relative à la communautarisation de l'enseignement dans une optique positive.

En fin de débat, je voudrais cependant formuler deux remarques. La majorité a rejeté systématiquement tous les amendements de l'opposition, même les plus raisonnables. Par ailleurs, nous regrettons la désinvolture du gouvernement.

Trop de points restent en suspens. La neutralité de l'enseignement des provinces et des communes n'est pas clairement établie. Les dispositions concernant les traités seront inconstitutionnelles tant que l'article 68 ne sera pas révisé. Le sort des écoles françaises dans les communes à facilités reste incertain. Le problème du financement n'est pas clair et, enfin, nous regrettons la limitation du rôle de la Cour d'arbitrage.

Etant partisans de la communautarisation de l'enseignement, nous n'émettrons pas de vote négatif mais nous nous abstenons pour les raisons que je viens d'invoquer. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse, pour une explication de vote.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, la partie du programme gouvernemental de révision de la Constitution actuellement soumise au Sénat rencontre certaines aspirations communes à la Communauté française, à la Communauté flamande et, je le crois, à la Communauté germanophone.

Il en est ainsi de l'extension de la communautarisation à l'enseignement, même si la régionalisation de cette matière aurait paru plus adéquate à de nombreux Wallons.

Tel est également le cas d'autres matières qui ont moins retenu l'attention des médias, comme l'extension des compétences internationales des Communautés et l'approfondissement

de leurs pouvoirs, qui viseront désormais la totalité de la procédure de conclusion des actes internationaux de première importance que sont les traités au sens plein du terme.

Dès lors, c'est avec un préjugé favorable que les fédéralistes wallons ont pu entamer la discussion en commission.

Par contre, et contrairement à ce qui a été dit déjà si souvent, les conditions de réalisation de certains transferts sont loin d'être neutres en ce qui concerne la Communauté française.

Ainsi, la suppression à l'article 59bis, paragraphe 6, de toute référence à des critères objectifs, ainsi que de toute référence à des dotations égales, ne constitue certes pas un acte gratuit.

Tout se déroule à cet égard comme si, dans ce royaume, les francophones devaient désormais acheter leur liberté.

Il est vrai que l'érosion lente mais sûre de ces garanties à laquelle les derniers ministres francophones de l'Éducation nationale ont consenti, enlève toute espèce de crédibilité à leurs protestations actuelles.

Par contre, la nécessité désormais reconnue de fixer les conditions de financement dans une loi à majorité spéciale offre une garantie de premier ordre aux francophones; nous aurons tout loisir de voir plus tard si cette chance sera saisie.

Dans ces conditions, c'est avec une satisfaction particulière que je voterai en faveur d'une modification de la Constitution qui, même imparfaitement, s'inscrit dans la ligne des revendications fédéralistes wallonnes telles que les ont notamment formulées Freddy Terwagne et, avant lui, Jules Destrée. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur la disposition relative à l'article 17, telle qu'elle est proposée par la commission.

Wij stemmen nu over de bepaling met betrekking tot artikel 17, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

167 membres sont présents.

167 leden zijn aanwezig.

131 répondent oui.

131 antwoorden ja.

34 répondent non.

34 antwoorden neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints. La disposition est donc adoptée. Elle sera transmise à la Chambre des représentants.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn. De bepaling is dus aangenomen. Ze zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

— Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Adriaensens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flaghothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquièrre, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq,

Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pedé, Peetermans, Petitjean, Vaes, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Désir et Desmedt.

HERZIENING VAN ARTIKEL 59bis VAN DE GRONDWET

Aangehouden stemmingen

Stemmingen

REVISION DE L'ARTICLE 59bis DE LA CONSTITUTION

Votes réservés

Votes

De Voorzitter. — Wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen.

Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements réservés.

Wij moeten ons eerst uitspreken over het amendement van de heer Monfils c.s dat ertoe strekt letter A te doen vervallen.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur l'amendement déposé par M. Monfils et consorts qui tend à la suppression du littéra A.

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, nous retirons nos amendements pour les motifs que j'ai expliqués tout à l'heure.

M. le Président. — Je prends acte que tous les amendements déposés par M. Hasquin et consorts et par M. Monfils et consorts sont retirés, de même que ceux déposés par Mme Herman et consorts.

Ik neem er akte van dat alle amendementen ingediend door de heer Hasquin c.s. en door de heer Monfils c.s. worden ingetrokken alsmede de amendementen ingediend door mevrouw Herman c.s.

Wij stemmen nu over het amendement van mevrouw Aelvoet en de heer Dierickx bij paragraaf 2 van letter A.

Nous passons au vote sur l'amendement de madame Aelvoet et de M. Dierickx au paragraphe 2 du littéra A.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

165 leden zijn aanwezig.

165 membres sont présents.

145 stemmen neen.

145 votent non.

15 stemmen ja.

15 votent oui.

5 onthouden zich.

5 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgeois, Capoen, Cardoen, Cereche, Chabert, Claeyss, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Decléry, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Duquesne, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagthier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Geveno, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mme Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhaute, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Declerck, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Houssa, Janzegers, Lannoye, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Saulmont, Vaes et Van den Broeck.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Anthuenis, Bosmans, Mme Herman-Michielsens, MM. Pedé et Waltniel.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het amendement van mevrouw Aelvoet c.s. bij letter G.

Nous passons au vote sur l'amendement de Mme Aelvoet et consorts au littéra G.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

166 leden zijn aanwezig.

166 membres sont présents.

130 stemmen neen.

130 votent non.

28 stemmen ja.

28 votent oui.

8 onthouden zich.

8 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.
En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeyss, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Aubecq, Bock, Boël, Clerdent, Declerck, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Désir, Desmedt, Dierickx, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Houssa, Janzegers, Lannoye, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van den Broeck et Vandenhaute.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Bascour, Bosmans, Buchmann, Mme Herman-Michielsens, MM. Pede et Waltniel.

De Voorzitter. — Ik verzoek mevrouw Aelvoet de reden van haar onthouding mede te delen.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mij onthouden omdat het hier gaat om een typische illustratie van de onwil van de regering en de meerderheid om akkoord te gaan met amendementen die alleen de bedoeling hebben de teksten *qua* terminologie te verbeteren. De regering heeft het zelfs niet nodig gevonden een antwoord te geven, noch een motivering; men wist blijkbaar zelfs niet waarover het ging.

De Voorzitter. — Wij moeten ons nu uitspreken met bijzondere meerderheid over de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

Nous devons procéder maintenant au vote à majorité spéciale sur la disposition relative à l'article 59bis, telle qu'elle est proposée par la commission.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag een afzonderlijke stemming over letter E.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag een afzonderlijke stemming over elk van de paragrafen van dit artikel.

De Voorzitter. — Aangezien een stemming per onderdeel wordt gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

Le vote par division étant demandé, il va y être procédé.

Nous passons au vote sur la lettre A de la disposition relative à l'article 59bis, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter A van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

171 membres sont présents.

171 leden zijn aanwezig.

131 répondent oui.

131 antwoorden ja.

38 répondent non.

38 antwoorden neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le lettre A de la disposition est donc adoptée.

Letter A van de bepaling is dus aangenomen.

— Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeyss, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, Dillen, Dierickx, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Désir et Desmedt.

M. le Président. — Nous passons maintenant au vote sur le littera B de la disposition relative à l'article 59bis, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter B van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

169 membres sont présents.

169 leden zijn aanwezig.

129 répondent oui.

129 antwoorden ja.

37 répondent non.

37 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littera B de la disposition est donc adopté.

Letter B van de bepaling is dus aangenomen.

— Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourgh, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Mme Harnie, M. Hasquin, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Priëls, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. De Bondt, Désir et Desmedt.

De Voorzitter. — Het woord in aan de heer Priëls.

De heer Priëls. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb «neen» gestemd, maar ik had «ja» willen stemmen.

De Voorzitter. — Akte wordt u hiervan gegeven, mijnheer Priëls.

Nous passons maintenant au vote sur le littera C de la disposition relative à l'article 59bis, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter C van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

169 membres sont présents.

169 leden zijn aanwezig.

128 répondent oui.

128 antwoorden ja.

38 répondent non.

38 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littera C est donc accepté.

Letter C van de bepaling is dus aangenomen.

— Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourgh, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne,

Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. De Bondt, Désir et Desmedt.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le littéra D de la disposition relative à l'article 59bis, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter D van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

169 membres sont présents.

169 leden zijn aanwezig.

130 répondent oui.

130 antwoorden ja.

36 répondent non.

36 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littéra D de la disposition est donc adopté.

Letter D van de bepaling is dus aangenomen.

— Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgeois, Capoen, Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loo, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandeckerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mmes

Mayence-Goossens, Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Vandenhaute et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. De Bondt, Désir et Desmedt.

De Voorzitter. — Wij moeten nu stemmen over letter E van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis.

Nous devons procéder au vote sur le littéra E de la disposition relative à l'article 59bis.

Het woord is aan mevrouw Staels voor een stemverklaring.

Mevrouw Staels-Dompas. — Mijnheer de Voorzitter, door toevoeging in artikel 59bis, paragraaf 4, worden de faciliteiten voor Franstaligen in de Vlaams-Brabantse randgemeenten na 25 jaar vereeuwigd. De homogeniteit van het Vlaamse taalgebied wordt hierdoor dieper aangetast. Dit is totaal in tegenstrijd met de programma's en de verkiezingsbeloften van alle Vlaamse partijen. Deze grondwettelijke vergrendeling samen met het wetontwerp waarover de Raad van State volgende week advies uitbrengt, betekenen dat deze gemeenten in feite een tweetalig statuut krijgen. Hun aanhechting bij Brussel zal bij een volgend compromis des te gemakkelijker kunnen gebeuren.

De stemming over artikel 56, paragraaf 4, zou ten minste moeten worden verdaagd tot na de bekendmaking van het advies van de Raad van State. Opgedrongen grondwettelijke grendels zijn niet te verzoenen met het consensusmodel dat nochtans volgens de Vice-Eerste minister en voormalig formateur de inspiratiebron was van de huidige grondwetsherziening. (Applaus.)

M. le Président. — Nous passons au vote sur le littéra E de la disposition relative à l'article 59bis de la Constitution, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter E van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis van de Grondwet, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

171 membres sont présents.

171 leden zijn aanwezig.

129 répondent oui.

129 antwoorden ja.

33 répondent non.

33 antwoorden neen.

9 s'abstiennent.

9 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littéra E est donc adopté.

Letter E is dus aangenomen.

— Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgeois, Capoen, Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loo, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia,

A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Poulet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, De Bondt, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dillen, Duquesne, Hasquin, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Laverge, Mme Mayence-Goosens, MM. Monfils, Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Mme Staels-Dompas, MM. Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Walt Niel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

Mme Aelvoet, MM. Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, M. Lannoye, Mme Nélis et M. Vaes.

M. le Président. — Nous passons maintenant au vote sur le littéra F de la disposition relative à l'article 59bis de la Constitution, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter F van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis van de Grondwet, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

170 membres sont présents.

170 leden zijn aanwezig.

131 répondent oui.

131 antwoorden ja.

29 répondent non.

29 antwoorden neen.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littéra F est donc adopté.

Letter F is dus aangenomen.

— Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeyss, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flaghothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse,

Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Poulet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dillen, Duquesne, Hasquin, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Laverge, Mme Mayence-Goosens, MM. Monfils, Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Walt Niel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

Mme Aelvoet, MM. Désir, Desmedt, Dierickx, Gryp, Mme Harnie, MM. Janzegers, Lannoye, Mme Nélis et M. Vaes.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le littéra G de la disposition relative à l'article 59bis de la Constitution, tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter G van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis van de Grondwet, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

170 membres sont présents.

170 leden zijn aanwezig.

129 répondent oui.

129 antwoorden ja.

38 répondent non.

38 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littéra G est donc adopté.

Letter G is dus aangenomen.

— Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeyss, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flaghothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq,

Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. De Bondt, Désir et Desmedt.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le littéra H de la disposition relative à l'article 59bis de la Constitution tel qu'il est proposé par la commission.

Wij stemmen nu over letter H van de bepaling met betrekking tot artikel 59bis van de Grondwet, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

172 membres sont présents.

172 leden zijn aanwezig.

130 répondent oui.

130 antwoorden ja.

39 répondent non.

39 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

Le littéra H est donc adopté.

Letter H is dus aangenomen.

— Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgeois, Capoen, Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egemeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larrier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg,

Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborgh, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. De Bondt, Désir et Desmedt.

De Voorzitter. — Wij moeten nu stemmen over de bepaling met betrekking tot artikel 59bis, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

Nous devons procéder maintenant au vote sur la disposition relative à l'article 59bis, telle qu'elle est proposée par la commission.

Het woord is aan de heer De Bondt voor een stemverklaring.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, er is geen aanleiding om over het artikel te stemmen. Wij hebben over alle letters A tot en met H gestemd. Deze worden ingevoegd in een bestaand artikel. Het artikel zelf verdwijnt niet, er worden alleen elementen vervangen die wij reeds hebben goedgekeurd. Er bestaat dus geen aanleiding om over het artikel in zijn geheel te stemmen.

De Voorzitter. — Ik denk dat er hier een misverstand bestaat. Wij stemmen over het enig artikel. De juridische dienst bevestigt dat wij over het enig artikel moeten stemmen.

Nous passons maintenant au vote sur la disposition relative à l'article 59bis de la Constitution, telle qu'elle est proposée par la commission.

Wij stemmen nu over de bepaling met betrekking tot artikel 59bis van de Grondwet, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

172 membres sont présents.

172 leden zijn aanwezig.

129 répondent oui.

129 antwoorden ja.

40 répondent non.

40 antwoorden neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

La disposition est donc adoptée. Elle sera transmise à la Chambre des représentants.

De bepaling is dus aangenomen. Ze zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

— Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, De Bondt, Declerck, Decléty, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dierickx, Dillen, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Houssa, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Désir, Desmedt et Mme Staels-Dompas.

REVISION DE L'ARTICLE 107^{ter} DE LA CONSTITUTION

Votes réservés

Votes

HERZIENING VAN ARTIKEL 107^{ter} VAN DE GRONDWET

Aangehouden stemmingen

Stemming

M. le Président. — Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements réservés.

Wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen.

Je rappelle que tous les amendements déposés par Mme Delruelle et consorts et par Mme Herman et consorts sont retirés.

Ik herinner eraan dat alle amendementen ingediend door mevrouw Delruelle c.s. en door mevrouw Herman c.s. ingetrokken zijn.

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1988
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1988

Nous passons donc au vote sur l'amendement A de M. De Bondt au paragraphe 2 du littéra A.

Wij stemmen dus over amendement A van de heer De Bondt bij paragraaf 2 van letter A.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

171 membres sont présents.

171 leden zijn aanwezig.

155 votent non.

155 stemmen neen.

16 votent oui.

16 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, Decléty, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dierickx, Donnay, Duquesne, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Gryp, Guillaume, Mme Hanquet, M. Hansenne, Mme Harnie, MM. Hasquin, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Janzegers, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemant, Langendries, Lannoye, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Saulmont, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhaute, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Anthuenis, Bascour, Bosmans, Buchmann, De Backer, De Bondt, Declerck, Dillen, Mme Herman-Michielsens, MM. Laverge, Noerens, Pede, Peetermans, Van Aperen, Van den Broeck et Waltniel.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het subsidiair amendement van de heer De Bondt bij paragraaf 2 van letter A.

Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire de M. De Bondt, au paragraphe 2 du littéra A.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

171 leden zijn aanwezig.

171 membres sont présents.

147 stemmen neen.

147 votent non.

24 stemmen ja.

24 votent oui.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.
En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bremaeker, Decléry, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Donnay, Duquesne, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Hasquin, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Saulmont, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhautte, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuieren, Waltniel, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Bascour, Bosmans, Buchmann, De Backer, De Bondt, Declerck, Dierickx, Dillen, Gryp, Mmes Harnie, Herman-Michielsens, MM. Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Nélis, MM. Noerens, Pede, Peetermans, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck et Waltniel.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Desmedt au paragraphe 2 du littera A.

Wij stemmen over het amendement van de heer Desmedt bij paragraaf 2 van letter A.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

171 membres sont présents.

171 leden zijn aanwezig.

141 votent non.

141 stemmen neen.

30 votent oui.

30 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anthuenis, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bosmans, Bouchat, Bourgois, Buchmann, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dillen, Donnay, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Hanquet, MM. Hansenne, Henneuse, Mme

Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Larcier, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Saulmont, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhautte, Vanderborght, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuieren, Waltniel, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Bascour, Bock, Boël, Clerdent, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Désir, Desmedt, Dierickx, Duquesne, Gryp, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Janzegers, Lannoye, Laverge, Mme Mayence-Goossens, M. Monfils, Mme Nélis, MM. Noerens, Peetermans, Petitjean, Suykerbuyk, Vaes, Van Aperen et Van den Broeck.

De Voorzitter. — Wij moeten nu stemmen met bijzondere meerderheid over de bepaling met betrekking tot artikel 107ter, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

Nous devons procéder au vote à la majorité qualifiée sur la disposition relative à l'article 107ter, telle qu'elle est proposée par la commission.

Het woord is aan de heer Dierickx voor een stemverklaring.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, indien u mij daarnet had laten uitspreken, dan zou ik hier nu niet staan. Ik wilde enkel aan de geachte vergadering mededelen dat de groenen van Agalev en Ecolo artikel 107ter zullen goedkeuren. Wij pleiten immers sinds jaren voor de oprichting van een constitutioneel hof in deze manke federale Staat. Wij geloven dat een Arbitragehof met grondwettelijke bevoegdheid een midelpuntzoekende kracht en macht kan zijn. (Applaus.)

M. le Président. — Nous passons au vote sur la disposition relative à l'article 107ter, telle qu'elle est proposée par la commission.

Wij stemmen over de bepaling met betrekking tot artikel 107ter, zoals die door de commissie wordt voorgesteld.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

172 membres sont présents.

172 leden zijn aanwezig.

140 répondent oui.

140 antwoorden ja.

30 répondent non.

30 antwoorden neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

M. le Président. — Je constate que le quorum et la majorité requis par l'article 131 de la Constitution sont atteints.

Ik stel vast dat het quorum en de meerderheid, zoals artikel 131 van de Grondwet vereist, bereikt zijn.

La disposition est donc adoptée. Elle sera transmise à la Chambre des représentants.

De bepaling is dus aangenomen. Ze zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden verzonden.

— Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Belder, De Beul,

De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dierickx, Donnay, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Gryp, Guillaume, Mme Hanquet, M. Hansenne, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Janzegers, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Lannoye, Larcier, Laverge, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Pannels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bock, Boël, Bosmans, Buchmann, Clerdent, De Backer, Declerck, Decléry, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Dillen, Duquesne, Hasquin, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, M. Houssa, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Noerens, Pede, Peetermans, Petitjean, Saulmont, Van Aperen, Van den Broeck, Vandenhaute et Waltiel.

PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DEROGATIONS A L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 3 MARS 1977 RELATIVE AUX EFFETS DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES LEGISLATIVES A L'EGARD DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI ANTERIEUREMENT DEPOSES

PROJET DE LOI PORTANT DEROGATION A L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 3 MARS 1977 RELATIVE AUX EFFETS DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES LEGISLATIVES A L'EGARD DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI ANTERIEUREMENT DEPOSES, ET RELATIF A DIVERS BUDGETS

Vote

ONTWERP VAN WET HOUDENDE VERSCHIEDENE AFWIJKINGEN VAN ARTIKEL 1 VAN DE WET VAN 3 MAART 1977 BETREFFENDE DE GEVOLGEN VAN DE ONTBINDING DER WETGEVENDE KAMERS TEN AANZIEN VAN DE VROEGER INGEDIENDE ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN WET

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AFWIJKING VAN ARTIKEL 1 VAN DE WET VAN 3 MAART 1977 BETREFFENDE DE GEVOLGEN VAN DE ONTBINDING DER WETGEVENDE KAMERS TEN AANZIEN VAN DE VROEGER INGEDIENDE ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN WET, EN BETREFFENDE DIVERSE BEGROTINGEN

Stemming

M. le Président. — Je propose au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de ces projets de loi.

Ik stel de Senaat voor één enkele stemming te houden over deze ontwerpen van wet in hun geheel. (*Instemming.*)

Le vote commence.

De stemming begint.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble des projets de loi.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over de ontwerpen van wet in zijn geheel.

169 membres sont présents.

169 leden zijn aanwezig.

Tous votent oui

Allen stemmen ja.

En conséquence, les projets de loi sont adoptés.

Derhalve zijn de ontwerpen van wet aangenomen.

Ils seront soumis à la sanction royale.

Ze zullen aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont pris part au vote:

Aan de stemming hebben deelgenomen:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anthuenis, Antoine, Appeltans, Arts, Aubecq, Baert, Bascour, Bayenet, Belot, Blanpain, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstael, Boël, Borin, Borremans, Bosmans, Bouchat, Bourgeois, Buchmann, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Mme Coorens, MM. Crucke, Dalem, De Backer, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Declerck, Decléry, De Cooman, Dehousse, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Diegenant, Dierickx, Dillen, Donnay, Duquesne, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Ghesquière, Gijs, Grosjean, Gryp, Guillaume, Mme Hanquet, M. Hansenne, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henneuse, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Janzegers, Kenzeler, Knuts, Lafosse, Lallemand, Langendries, Lannoye, Larcier, Laverge, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Matthys, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Moens, Mommerency, Monfils, Moureaux, Mouton, Mme Nélis, MM. Noerens, Op 't Eynde, Ottenbourg, Mme Pannels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peeters, Petitjean, Pinoie, Poulain, Pouillet, Priëls, Saulmont, Schellens, Schoeters, Seeuws, Smeers, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Suykerbuyk, Swaelen, Swinnen, Taminiaux, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Aperen, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborcht, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Rompuy, Vanroy, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Kelchtermans.

M. le Président. — Je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Ik stel u voor nu onze werkzaamheden te onderbreken. (*Instemming.*)

Le Sénat se réunira demain, vendredi 17 juin 1988, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, vrijdag 17 juni 1988, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 30 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 h 30 m.*)

662